

COMMON FINDINGS REPORT

LES MULTINATIONALES «VERTES» DÉMASQUÉES

COMMENT LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
EST DÉTOURNÉE À LEUR PROFIT PAR LES
GRANDES ENTREPRISES



Depuis plus d'un siècle, les multinationales de l'énergie détruisent la planète et exploitent les populations à des fins de profit. Aujourd'hui, ces mêmes producteurs d'électricité et de technologies se présentent comme « verts » pour soigner leur réputation et bénéficier de subventions publiques, tout en accaparant les terres, en violant les droits humains et en détruisant les communautés sur leur passage. Notre enquête sur quinze multinationales « vertes » montre pourtant que leur activité principale reste avant tout la rentabilité financière, et non la décarbonation. Le capitalisme « vert » a largement pris le contrôle de la transition énergétique, dictant son rythme et bloquant le type de politiques climatiques qui entraverait ses profits. Il est temps de s'attaquer à ces multinationales qui ne font que du « greenwashing » et de se réappropriier l'ensemble du secteur de l'énergie à travers une propriété publique et une gouvernance démocratique.

Ce rapport est le deuxième volet de la trilogie « Public Power » du Transnational Institute. Le premier volet, le rapport « Energy Transition Mythbusters », démonte les six mythes politiques qui menacent la décarbonation, et le troisième volet plaidera en faveur d'une prise de contrôle par les citoyens de l'ensemble du secteur de l'énergie.

DATE Novembre 2023

RECHERCHE ET CO-RÉDACTION Pratap Chatterjee, Olivier Petitjean et Alfons Perez

COORDINATION GÉNÉRALE ET CO-RÉDACTION Lavinia Steinfort

SOUTIEN À LA RECHERCHE ET CO-RÉDACTION James Angel

RELECTURE Rowan Mataram et Sarah Finch

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Paula Reisdorf, Tyler Fox et Nicola Scherer

PUBLIÉ PAR LE Transnational Institute, CorpWatch, l'Observatoire des multinationales et Observatori del Deute en la Globalització

ILLUSTRATOR COVER Fourate Chahal El Rekaby

GRAPHISME Ivan Klisurić / ivanklis.studio

**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

Cette publication a été facilitée par le réseau ENCO et a bénéficié d'un financement de l'Open Society Foundation.

Télécharger le rapport complet en anglais sur <https://tni.org/GreenMultinationals>

Pour plus d'informations, veuillez contacter Lavinia Steinfort (l.steinfort@tni.org)

Le Transnational Institute (TNI) est un institut international de recherche et de plaidoyer engagé dans la construction d'une planète juste, démocratique et soutenable. Depuis plus de 40 ans, TNI joue un rôle unique de lien entre les mouvements sociaux, les chercheurs engagés et les décideurs politiques. TNI a acquis une réputation internationale pour ses critiques radicales et bien documentées. <https://www.tni.org/en>

CorpWatch est un groupe de recherche basé dans la baie de San Francisco. Depuis 1996, CorpWatch éduque et mobilise par le biais du site web CorpWatch.org, d'articles et de publications, et de nombreuses campagnes. Tout au long de son histoire, CorpWatch a fourni aux journalistes, aux militants, aux décideurs politiques, aux étudiants et aux enseignants des ressources d'information essentielles sur les questions liées à la responsabilité des entreprises. <https://www.corpwatch.org/>

L'Observatoire des multinationales (Multinationals Observatory) is an online investigative media and watchdog on corporations and corporate power, focusing mostly but not exclusively on French large companies. Observatoire des multinationales aims to develop and promote independent information on corporations and on economic powers in general, as well as on the relations between economic powers and political powers, in order to enhance democratic debate on those issues. <https://multinationales.org>

Observatori del Deute en la Globalització Globalització (Observatoire de la dette dans la globalisation, ODG) est un réseau de chercheurs et d'activistes qui travaillent sur la justice financière et climatique et la défense des communs dans une perspective écoféministe. ODG produit une analyse critique de processus complexes et/ou structurels afin de mettre en lumière les impacts et les risques visibles et invisibles du système économique et politique actuel, en créant des outils pour en faciliter l'interprétation. <https://odg.cat/en/>

ENCO (European Network of Corporate Observatories) est un réseau d'organisations citoyennes et de médias de toute l'Europe qui se consacrent à enquêter sur les grandes entreprises et leur pouvoir. <https://corpwatchers.eu>

Le contenu du rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source soit correctement citée. Tous les co-éditeurs apprécieraient de recevoir une copie ou un lien vers le texte dans lequel ce document est utilisé ou cité. Veuillez noter que pour certaines images, les droits d'auteur peuvent se trouver ailleurs et que les conditions de droits d'auteur de ces images doivent être basées sur les stipulations de la source originale. <https://www.tni.org/en/copyright-creative-commons-licence>

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	3
LES MULTINATIONALES « VERTES » SONT-ELLES VRAIMENT VERTES ?	5
1 Most multinationals that promote themselves as 'green' still back fossil fuels	
2 Some European energy companies divested by selling or spinning off their fossil assets, but these continue to be operated	
3 Green' multinationals greenwash their dirty energy assets, particularly through green certificates and carbon offsets	
4 Most of what multinationals label as 'green energy' is actually not so green	10
SOCIALISING COSTS, PRIVATISING PROFITS	
5 'Green' multinationals' renewable energy projects typically rely on public subsidies	
6 'Green' multinationals and the financial sector are deeply interconnected	
7 'Green' multinationals are implicated in profiteering from price hikes and market manipulation	
8 Some 'green' multinationals made bumper profits from the war in Ukraine	16
HUMAN RIGHTS AND ENVIRONMENTAL ABUSE	
9 Big solar and wind projects run by 'green' multinationals are often linked to land grabbing and human rights violations	
10 'Green' energy technologies are implicated within mining and production processes that abuse the rights of local communities and harm the environment	
11 'Green' multinationals violate workers' rights related to salaries, forced labour, union busting and unsafe labour conditions	20
A CORPORATE TAKE-OVER OF THE GREEN TRANSITION	
12 'Green' multinationals tend to prioritise large projects that benefit themselves or other multinationals	
13 Some 'green multinationals' are pushing back against small-scale renewable energy	
14 Many 'green' multinationals use fossil fuel capital to buy out smaller renewable energy companies	
15 'Green' multinationals are exercising huge amounts of influence over governments	25
CONCLUSION	28
ANNEX	

INTRODUCTION

Les grandes multinationales de l'énergie se présentent de plus en plus comme « vertes », en cherchant à nous faire croire qu'elles seraient à l'avant-garde de la transition énergétique. En réalité, ces entreprises ont surtout détourné la transition pour protéger leurs profits.

Les multinationales « vertes » se comportent en grande partie comme les géants du pétrole et du gaz — ce qui n'est guère surprenant dès lors que bon nombre de ces multinationales vertes restent aussi et avant tout des entreprises d'énergies fossiles. Le constat vaut tant pour les entreprises multinationales à capitaux privés que pour les entreprises d'État, nombre de ces dernières adoptant — surtout en dehors de leurs pays d'origine — des modèles commerciaux axés sur le profit qui provoquent des ravages sur le plan social et environnemental. **Aucune transition énergétique digne de ce nom ne pourra avoir lieu tant que ces multinationales du greenwashing ne seront pas démantelées et remplacées par un secteur énergétique public et démocratiquement organisé, qui ne soit pas géré dans un but lucratif.**

Les conclusions ci-dessous sont basées sur des profils de quinze entreprises, dont certaines des plus grandes multinationales de l'énergie, qui se présentent comme « vertes » du fait de de l'énergie renouvelable qu'elles produisent (ou prétendent produire) ou des technologie de transition qu'elles fabriquent. Ces entreprises prétendent être à la pointe de l'action climatique et, ce faisant, veulent donner l'impression au public qu'il peut se fier aux forces du marché et à l'industrie pour décarboner la société. Pourtant, ces profils suggèrent que ces entreprises n'ont en réalité jamais cessé de saper les efforts en vue d'une véritable transition énergétique.

Les quinze entreprises étudiées ont consacré la somme total de 130,77 milliards de dollars US en dividendes et 24,80 milliards de dollars US en rachats d'actions entre 2016 et 2022 — tout en continuant à demander de l'argent public pour investir dans de nouveaux projets. Au total, elles ont réalisé un bénéfice de 175,86 milliards de dollars US entre 2016 et 2022. Cela représente plus de sept fois le soutien financier réel que les pays riches ont apporté aux pays pauvres pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter (bien qu'ils se soient engagés à verser 100 milliards de dollars US par an en 2009).¹ Ces multinationales ont continué à accumuler des profits alors que le monde — en particulier les communautés pauvres, du Sud et racisées — souffrait de la pandémie de COVID-19, du dérèglement climatique, de la pire crise énergétique depuis des décennies et de la crise du coût de la vie qui s'en est suivie, plongeant des dizaines de millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté.²

Les entreprises étudiées sont principalement (mais pas exclusivement) des entreprises énergétiques basées en Amérique du Nord et en Europe : British Gas/Centrica, EDF Renewables, Enbridge, Endesa, E.On, Engie, Iberdrola, NextEra Energy, Ørsted, Southern Company, Vattenfall. Une autre entreprise, Adani Green, est basée en Inde. Nous avons également inclus dans notre étude deux fournisseurs d'équipements clés pour les technologies solaires et éoliennes (JinkoSolar et Siemens Gamesa) et un fabricant de voitures et de batteries (Tesla).

Nous avons sélectionné cet échantillon de multinationales aux métiers divers pour démontrer la nécessité de se réappropriier et transformer le secteur de l'énergie dans son ensemble — de la production d'équipements à la vente au détail, de la production à la distribution, des véhicules électriques au stockage. Pour établir les profils de ces entreprises, nous avons recueilli des données financières sur les activités commerciales, l'histoire et les actionnaires de chaque entreprise, ainsi que des informations sur leurs impacts sociaux, environnementaux et politiques.

Cette recherche a été coordonnée par le Transnational Institute et réalisée par CorpWatch, l'Observatoire des multinationales et l'Observatori del Deute en la Globalització, qui font tous partie du réseau ENCO, le réseau européen des observatoires de multinationales³.



LES MULTINATIONALES « VERTES » SONT-ELLES VRAIMENT VERTES ?

Conclusion n°1 **LA PLUPART DES MULTINATIONALES QUI SE PRÉSENTENT COMME « VERTES » EXPLOITENT TOUJOURS DES ÉNERGIES FOSSILES**

À en croire les sites web et les rapports annuels de ces multinationales, on pourrait croire qu'elles se sont pleinement engagées en faveur des énergies renouvelables et qu'elles ont arrêté depuis longtemps d'exploiter des énergies fossiles. C'est loin d'être le cas. En dépit de ce que leur communication publique pourrait suggérer, **les énergies renouvelables ne représentent le plus souvent qu'une part limitée du mix énergétique de la plupart des entreprises productrices d'électricité de notre échantillon.** Dans de nombreux cas, les énergies renouvelables ne représentent qu'un complément relativement modeste au mix énergétique existant de l'entreprise, plutôt qu'une transformation radicale de ses activités.

Les compagnies d'électricité américaines, par exemple, n'ont aucune intention d'abandonner à court terme leurs activités liées aux énergies fossiles, car celles-ci restent très rentables. NextEra Energy prétend posséder le plus important portefeuille d'actifs éoliens et solaires au monde et se présente comme une entreprise pionnière en matière d'énergie propre⁴. Pourtant, l'entreprise exploite de nombreuses centrales à énergies fossiles et sept oléoducs et gazoducs. En 2020, 98,9 % des 2,92 milliards de dollars US de profit de NextEra provenaient de deux filiales : FPL et Gulf Power⁵. Cette année-là, FPL a admis que 73 % de son énergie provenait du gaz, tandis que Gulf Power déclarait que 98,7 % de sa production d'énergie provenait du charbon et du gaz⁶.

Certaines entreprises autoproclamées « vertes », telles que Southern Company, finançaient la désinformation climatique pas plus tard qu'en 2022⁷. Depuis les années 1990, l'entreprise a dépensé au moins 62 millions de dollars US pour financer le déni du changement climatique, soit presque deux fois plus que les 33 millions de dollars US dépensés par Exxon pour des organisations climato-sceptiques au cours de la même période⁸. Pas plus tard qu'en 2017, le patron de Southern affirmait encore que le changement climatique n'était pas réel⁹.

Prenons encore l'exemple d'Enbridge. Bien qu'elle prétende être l'une des plus grandes entreprises d'énergie renouvelable au Canada, environ 95 % de ses revenus sont issus des énergies fossiles¹⁰. Enbridge exploite actuellement le plus long réseau de pipelines de pétrole brut et de liquides au monde, avec 28 661 kilomètres d'oléoducs¹¹ et 123 189 kilomètres de gazoducs en Amérique du Nord¹².

Le groupe indien Adani est allé jusqu'à utiliser sa filiale d'énergie renouvelable Adani Green pour financer ses activités dans le charbon. Des enquêtes menées suite à un rapport de la société de recherche en investissements Hindenburg ont révélé que le groupe Adani avait utilisé des actions d'Adani Green comme garantie pour obtenir une facilité de crédit de plusieurs millions destinée à financer son projet de charbon Carmichael en Australie¹³.

Ces exemples illustrent la manière dont les capitaux liés aux énergies fossiles et ceux des multinationales « vertes » tendent à être les deux faces de la même médaille extractiviste.

Conclusion n°2 **CERTAINES ENTREPRISES ÉNERGÉTIQUES EUROPÉENNES SE SONT DÉSENGAGÉES DES ÉNERGIES FOSSILES EN VENDANT OU EN CÉDANT LEURS ACTIFS, QUI CONTINUENT D'ÊTRE EXPLOITÉS**

Certaines entreprises européennes sensibles à la pression de l'opinion publique ont vendu leurs actifs liés aux énergies fossiles à des entreprises moins exposées. Si cela contribue à « verdir » le portefeuille des entreprises qui se défont de ces actifs, cela n'entraîne aucune réduction effective de la consommation d'énergies fossiles ni des émissions de gaz à effet de serre qui en résultent.

Par exemple, **lorsque Engie a décidé de se concentrer sur les énergies renouvelables, le groupe s'est contenté dans la majorité des cas de revendre ses actifs dans le secteur du charbon à des tiers au lieu de les fermer¹⁴.** En 2017, Engie a également vendu certains de ses actifs gaziers à Total¹⁵. Les émissions de gaz à effet de serre sont restées les mêmes, mais Engie a soigné son image. De la même manière, Ørsted a vendu pour 1,05 milliard de dollars US trois de ses champs gaziers à Ineos, un géant de la chimie détenu par le milliardaire britannique Jim Ratcliffe, qui continue d'en extraire le gaz¹⁶. British Gas a aussi vendu ainsi une grande partie de son portefeuille de gaz domestique. Il s'agit notamment de la centrale électrique au gaz de 900 mégawatts de Langage, dans le Devon, et de la centrale au gaz de 2,3 gigawatts de South Humber Bank, dans le Lincolnshire, toutes deux acquises par Energetický a Průmyslový Holding (EPH), une société privée contrôlée par le milliardaire tchèque Daniel Křetínský¹⁷. British Gas a aussi vendu ainsi une grande partie de son portefeuille de gaz domestique. Il s'agit notamment de la centrale électrique au gaz de 900 mégawatts de Langage, dans le Devon, et de la centrale au gaz de 2,3 gigawatts de South Humber Bank, dans le Lincolnshire, toutes deux acquises par Energetický a Průmyslový Holding (EPH), une société privée contrôlée par le milliardaire tchèque Daniel Křetínský¹⁸. EPH continue d'exploiter ces actifs à leur entière capacité¹⁹.

Dans d'autres cas, les entreprises se sont construites une image verte en séparant leurs actifs liés aux énergies fossiles dans des entreprises distinctes. C'est la stratégie d'E.ON qui, en 2016, a scindé son activité de production d'électricité à partir de sources fossiles et l'a logée dans une nouvelle société, baptisée Uniper²⁰. En 2020, une enquête de Sky News a démontré qu'Uniper était le troisième plus grand producteur d'émissions de carbone au Royaume-Uni²¹. En 2022, le gouvernement allemand a décidé de racheter Uniper²², ce qui donne au public allemand une opportunité d'exiger de ses dirigeants qu'ils réduisent d'urgence ses activités liées aux énergies fossiles.

Tout cela montre que si la pression publique a contribué à rendre les énergies fossiles moins acceptables, les entreprises tentent de contourner ce problème en vendant ou en filialisant leurs actifs liés aux énergies fossiles au lieu de les fermer.

Conclusion n°3 LES MULTINATIONALES « VERTES » REPEIGNENT LEURS ACTIFS ÉNERGÉTIQUES POLLUANTS EN VERT PAR LE BIAIS DES CERTIFICATS VERTS ET DE LA COMPENSATION CARBONE

De nombreuses compagnies d'électricité en Europe utilisent des certificats verts pour dissimuler le fait qu'elles restent dépendantes des énergies fossiles et d'actifs nucléaires. Des « certificats d'origine renouvelable » sont attribués aux entreprises pour chaque unité d'électricité renouvelable qu'elles produisent, qui peuvent être revendus à d'autres entreprises indépendamment de l'électricité renouvelable à laquelle ces certificats étaient précédemment attachés²³. **Les entreprises qui achètent ces certificats peuvent donc faire impunément du « greenwashing »²⁴ en se présentant comme des fournisseurs d'énergie renouvelable, même sans aucun investissement dans la production d'électricité solaire ou éolienne ou sans modification de leur mix énergétique.** Par exemple, EDF et Engie proposent à leurs clients des programmes d'énergie « verte » ou « zéro carbone » qui reposent en grande partie sur des certificats d'origine²⁵. Cela donne un cachet vert à l'électricité qui provient principalement, dans le cas de la France, de réacteurs nucléaires, ou de grandes centrales hydroélectriques produites par des entreprises scandinaves²⁶.

En 2019, E.ON a déclaré que l'ensemble de ses 3,3 millions de clients au Royaume-Uni passaient à des « plans d'énergie 100 % renouvelable » en achetant l'équivalent en certificats verts²⁷. Mais un rapport publié en avril 2021 par le cabinet de conseil Baringa a estimé que seulement 49 % de l'électricité produite par E.ON provient en réalité de sources renouvelables²⁸.

Le cas de British Gas est encore plus frappant. Une enquête a montré que British Gas était le plus gros acheteur de certificats verts parmi les entreprises énergétiques du Royaume-Uni²⁹. L'entreprise a acheté 20,1 millions de certificats à un peu plus d'une livre sterling par client et par an en 2019-2020, puis 21 millions de certificats l'année suivante³⁰. En outre, British Gas propose à ses clients un tarif « électricité 100 % renouvelable » composé de 10 % de biométhane (souvent issu d'élevages non durables) et de 90 % de compensation carbone³¹. La compensation carbone repose souvent sur des projets de développement, souvent dans des pays à faibles revenus, associés à des déplacements de populations, à l'accaparement de terres³² et à la création de monocultures³³. Grâce à la compensation et à la certification, British Gas se présente comme une entreprise écologique, bien que sa société mère, Centrica, ait revendu tous ses actifs éoliens en 2017³⁴, et que l'énergie solaire ne représente que 4 % de son mix énergétique³⁵.

Ces pratiques d'écoblanchiment devraient être interdites. Mais pour éviter que les grandes entreprises du secteur de l'énergie ne trouvent de nouvelles failles, il faut des systèmes efficaces de contrôle grâce à la propriété publique et à la gouvernance démocratique. .

Conclusion n°4 LA PLUPART DES ÉNERGIES QUALIFIÉES DE « VERTES » PAR LES MULTINATIONALES NE LE SONT PAS VRAIMENT.

Il y a souvent une confusion délibérée sur ce qui doit être considéré comme une énergie « verte ». Ce terme peut être utilisé de manière à englober des types de production d'énergie très problématiques, tels que le nucléaire³⁶, les grands barrages hydroélectriques³⁷, la biomasse/bois³⁸ ou encore l'incinération des déchets³⁹.

En 2020, NextEra a déclaré que 98 % de son énergie était produite à partir d'un « mélange diversifié de sources propres ou renouvelables »⁴⁰. Aux côtés de l'éolien et du solaire, ce « mélange diversifié » inclut le gaz naturel et l'énergie nucléaire⁴¹. Il s'agit manifestement de greenwashing. **Bien que la combustion du gaz naturel émette moins de CO₂ que celle du charbon ou du pétrole, le gaz reste une source d'énergie fossile dont l'impact sur le changement climatique est souvent dangereusement minimisé.** Le gaz naturel est principalement composé de méthane. Des études récentes estiment que dans les 20 premières années suivant la libération du méthane, son potentiel de perturbation du climat est de 86 à 105 fois plus puissant que celui du CO₂.⁴² Quant à l'énergie nucléaire, il est difficile de qualifier de « propre » une source d'énergie qui produit des déchets radioactifs dangereux.

Southern Company a utilisé la centrale électrique de Kemper, dans le Mississippi, pour démontrer son engagement en faveur de l'énergie « verte ». Southern a affirmé que la centrale produirait 582 mégawatts d'électricité à base de « charbon propre » en utilisant la technologie de capture du carbone⁴³. Haley Barbour, principal lobbyiste de Southern avant qu'il ne devienne gouverneur du Mississippi, voyait dans cette centrale un moyen de gagner 270 millions de dollars US de subventions fédérales et de soutenir l'industrie locale d'extraction de lignite⁴⁴. Cependant, le projet a dépassé son budget d'au moins 5,7 milliards de dollars US et n'a jamais été achevé : la construction a été suspendue et l'équipement de capture du carbone a été détruit lors d'une explosion contrôlée⁴⁵. Ce sont les clients de Southern qui ont payé pour les surcoûts de cette expérimentation désastreuse d'une technologie non prouvée⁴⁶.

En fait, **le fait de qualifier quelque chose d'écologique est même utilisé pour affaiblir les réglementations environnementales.** C'est le cas en Inde, où le gouvernement Modi a introduit des modifications réglementaires en 2020 afin d'exempter les parcs solaires de certaines exigences standard telles que les auditions publiques et les évaluations d'impact environnemental⁴⁷. Comme Adani Green est l'un des plus grands exploitants de centrales d'énergie renouvelable en Inde⁴⁸, il est probable qu'il soit l'un des plus grands bénéficiaires de cette déréglementation.

En définitive, le terme « vert » ne signifie pas grand-chose si on laisse les grandes entreprises privées et leurs principaux actionnaires aux commandes.

SOCIALISATION DES COÛTS, PRIVATISATION DES PROFITS

Conclusion n°5 **LES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUEVABLE DES MULTINATIONALES « VERTES » REPOSENT GÉNÉRALEMENT SUR DES SUBVENTIONS PUBLIQUES**

Les multinationales vertes s'appuient sur de multiples formes de soutien public, parmi lesquelles des subventions directes, des prix d'achat garantis, des accords d'achat d'électricité avec les gouvernements ou les entreprises publiques, et des crédits d'impôt. Les mécanismes de soutien varient d'un pays à l'autre, mais ils jouent partout un rôle crucial pour déterminer quelles capacités renouvelables seront construites et à quel endroit.

Par exemple, le programme d'obligation de production renouvelable du gouvernement britannique oblige les entreprises d'électricité à produire de l'électricité renouvelable ou à payer pour que d'autres le fassent⁴⁹. Les projets d'éoliennes en mer se voient garantir jusqu'à 2 livres sterling pour chaque livre sterling d'électricité produite pendant 15 à 20 ans, en plus des revenus tirés de la vente d'électricité au prix du marché, lequel est de fait fixé par les entreprises d'énergies fossiles^{50,51}.

Ce dispositif a contribué à financer la construction du London Array, le plus grand parc éolien offshore opérationnel au monde avec 630 mégawatts, qui a été achevé en 2013⁵². DONG Energy (aujourd'hui Ørsted) détenait initialement une part de 50 % dans le projet, qui a ensuite été ramenée à 25 %, tandis qu'E.ON détenait une part de 20 %, qui a ensuite été ramenée à 30 %⁵³. La Renewable Energy Foundation, un lobby anti-éolien, estime que pour la seule année 2020, le London Array a reçu une subvention de 285 millions de livres sterling et que le projet éolien offshore de Hornsey a reçu une subvention de 479 millions de livres sterling⁵⁴. Selon le New York Times, en 2010, le gouvernement britannique a garanti que le parc éolien de Londres serait payé 0,18 dollar par kilowattheure, soit bien plus que le prix payé par les consommateurs (0,14 dollar par kilowattheure) et l'industrie (0,11 dollar) à l'époque⁵⁵.

En Allemagne, un système similaire, appelé « Einspeisetarif » (tarif de rachat garantis), est entré en vigueur en janvier 1991⁵⁶. Il garantit un prix fixe pour la production d'énergie renouvelable sur une période donnée, généralement de deux décennies. Cette garantie est financée par une surtaxe sur les consommateurs d'électricité, qui ont déboursé 24 milliards d'euros supplémentaires pour financer les énergies renouvelables en 2020, selon une source⁵⁷. Une autre source (International Institute for Sustainable Development) prévoit que l'Allemagne aura dépensé au total plus de 30 milliards d'euros pour subventionner l'énergie éolienne au fil du temps, dont une grande partie bénéficiera probablement à des entreprises manufacturières telles que Siemens Gamesa⁵⁸.

Engie est un autre exemple. En tant que développeur de projets solaires, éoliens et hydroélectriques, Engie bénéficie de divers programmes mis en place par les gouvernements pour accélérer la transition énergétique, tels que des accords d'achat d'électricité avec les gouvernements garantissant les prix d'achat et des mécanismes de soutien des prix (comme en France)⁵⁹. Engie a également

bénéficié de diverses formes d'aides publiques liées aux fonds de sauvetage et de relance de l'UE en réponse à la crise du COVID-19⁶⁰.

De fait, **sans ces aides publiques, la production d'énergies renouvelables ne serait pas rentable**. Les énergies renouvelables ont des coûts initiaux élevés, ainsi que des coûts d'infrastructure qui augmentent encore lorsque les énergies renouvelables représentent plus d'un quart de l'ensemble des sources d'énergie⁶¹. Ensuite, lorsque les coûts de production diminuent et que les prix de gros de l'électricité baissent, les marges bénéficiaires se réduisent. Comme le montre le rapport « Energy Transition Mythbusters », premier volet de la trilogie Public Power du Transnational Institute, lorsque l'Allemagne et la Chine ont supprimé leurs subventions alors que les prix étaient bas, les investissements ont chuté car les énergies renouvelables n'étaient plus rentables⁶². **Cela prouve que dans un modèle de marché, la production d'énergie renouvelable dépend fortement des subventions ou des prix de gros élevés, ce qui signifie que ce sont les contribuables ou les consommateurs, par le biais de leurs factures d'énergie, qui paient pour le retour sur investissement des multinationales. Dans un système public, le bénéfice reviendrait au public.**

Tesla, Ørsted, JinkoSolar et Siemens Gamesa, les quatre fabricants de technologies pour la transition de notre échantillon, dépendent aussi fortement des fonds publics. Elon Musk a reçu plusieurs milliards de dollars US de subventions gouvernementales pour faire grandir Tesla⁶³. De son côté, Ørsted a pu développer un certain nombre de projets d'énergie éolienne offshore en profitant des subventions introduites dans les années 1990 et 2000 à travers l'Europe, notamment au Danemark et au Royaume-Uni⁶⁴. Aujourd'hui encore, Ørsted compte bien profiter des milliards de subventions offerts par la loi américaine « Inflation Reduction Act » de 2022⁶⁵.

La croissance explosive de JinkoSolar n'aurait pas été possible sans le soutien de la Chine, depuis 2004, à la fabrication et à l'exportation de panneaux solaires⁶⁶. En 2012, l'entreprise a reçu un financement de 13 milliards de yens (1,1 milliard de dollars US) de la part de la Banque chinoise de développement⁶⁷.

Siemens Gamesa doit également son succès aux généreuses subventions accordées à l'énergie éolienne, notamment par les gouvernements danois et allemand⁶⁸. Gamesa a admis avoir ouvert des usines de fabrication en Pennsylvanie uniquement parce qu'elle a bénéficié de 15 millions de dollars US d'incitations de l'État et de plus de 25 millions de dollars US de crédits d'impôt fédéraux en 2010, après quoi l'usine de Pennsylvanie a obtenu des dizaines de millions de dollars US supplémentaires d'aides publiques à l'exportation⁶⁹.

Les investissements d'Adani dans les mégaprojets solaires ont eux aussi été très dépendants du soutien public, par le biais d'enchères pour la production d'électricité renouvelable lancées par les gouvernements des États ou les entreprises publiques. Le rapport annuel 2021-22 d'Adani Green l'admet sans ambages : « *Nous pensons que le plus grand catalyseur pour notre secteur se trouve en dehors de notre entreprise. En deux mots : le gouvernement indien.* »⁷⁰

C'est ce que dit aussi Robert Bryce, chercheur principal au Manhattan Institute, un think tank conservateur, à propos de NextEra : « *NextEra produit peut-être de l'énergie éolienne, mais sa véritable activité est d'exploiter des subventions* »⁷¹. Subsidy Tracker, un projet de Good Jobs First, estime que NextEra a reçu aux États-Unis 3,1 milliards de dollars US de prêts et autres fonds de sauvetage, et 2,9 milliards de dollars US de subventions pour l'énergie solaire et éolienne depuis 2009⁷².

Pour être clair, **ce n'est pas l'allocation de fonds publics pour la transition énergétique qui pose problème**. Compte tenu de l'énorme déficit d'investissements dans la transition, les dépenses publiques dans ce domaine devraient même augmenter. **Le problème est que le modèle de financement actuel, dans lequel, au fond, les gouvernements paient des entreprises privées pour produire et fournir de l'énergie verte, repose sur la socialisation des coûts (en transférant les coûts à la société dans son ensemble) et la privatisation des profits, ce qui ne peut que compromettre, en dernière instance, la décarbonation.**

Conclusion n°6 LES MULTINATIONALES « VERTES » SONT ÉTROITEMENT LIÉES AUX GÉANTS DE LA FINANCE

De nombreuses multinationales « vertes » de notre échantillon sont détenues et contrôlées par les mêmes grandes institutions financières comprennent Vanguard, Capital Research & Management Co, Norges Bank Investment Management, JPMorgan Investment Management, Wellington Management Co. LLP, DWS Investment GmbH et BlackRock. Douze des quinze entreprises étudiées comptent parmi leurs principaux actionnaires Vanguard, la deuxième plus grande société d'investissement au monde après BlackRock⁷³.

En 2021, selon notre première évaluation, BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde et l'un des principaux investisseurs dans la destruction du climat⁷⁴, était actionnaire de neuf entreprises de notre échantillon. Mais en octobre 2023, selon le site Marketscreener, BlackRock ne figurait plus dans le « top 10 » des actionnaires que de NextEra et de Centrica, la société mère de British Gas⁷⁵. **Ce désinvestissement relatif pourrait être lié à la tendance parmi les gestionnaires tels que BlackRock à diminuer leurs investissements dans les fonds « responsables » ou ESG (environnement, social, gouvernance)⁷⁶.**

La plupart de ces fonds adoptent une stratégie d'« investissement passif » et utilisent le vote par procuration. Cela signifie qu'ils investissent souvent dans l'industrie des énergies fossiles en même temps que dans des entreprises « vertes » et qu'ils n'utilisent pas leur influence en tant qu'actionnaires pour promouvoir des stratégies d'entreprise respectueuses du climat. Ces institutions financières investissent dans des multinationales « vertes » pour satisfaire certains critères ESG reconnus par les marchés financiers et pour répartir les risques entre plusieurs types d'entreprises. **À travers à leurs stratégies d'investissement passif, elles exercent un pouvoir et une influence sur le secteur de l'énergie dans son ensemble, plutôt que sur les entreprises**

séparément⁷⁷. En outre, comme le montre le changement d'investissement de BlackRock, ces actionnaires vont et viennent en fonction de la rentabilité.

Les critères de « durabilité » sont faciles à manipuler ou contourner.

Prenons l'exemple d'Enbridge qui, en 2021, a reçu un prêt de 1,1 milliard de dollars canadiens de la part des plus grandes banques du Canada pour achever Line 3, un oléoduc qui transporte actuellement 390 000 barils de pétrole brut issu des sables bitumineux par jour⁷⁸. Ce prêt était en partie conditionné au respect par l'entreprise de critères de « durabilité » tels que la réduction de l'intensité de ses émissions de gaz à effet de serre de 35 % d'ici à 2030⁷⁹. Tara Houska, membre du peuple Anishinaabe de la Première nation de Couchiching, a réagi en ces termes : « Accorder à Enbridge un prêt pour le développement durable est la même chose qu'octroyer un « prêt pour la paix » à un marchand d'armes. Même si Enbridge prévoit de construire quelques panneaux solaires avec cet argent, on ne peut pas éteindre un feu tout en continuant à y déverser en même temps des millions de barils de sables bitumineux en même temps⁸⁰. »

Le secteur des énergies renouvelables est donc fortement financiarisé. Comme le montrent nos profils, dans certains pays tels que les États-Unis, des multinationales comme NextEra et EDF Renewables traitent les projets solaires et éoliens comme une catégorie d'actifs comme les autres dans leurs « portefeuilles d'investissement ». Ces actifs sont régulièrement échangés entre investisseurs et entreprises en fonction des calculs financiers et des changements de stratégie, sans engagement à long terme.

L'entreprise indienne Adani Green en fournit également un bon exemple. Le portefeuille d'énergies renouvelables d'Adani a connu une croissance rapide, passant de 1 GW en mars 2020 à 5 GW aujourd'hui, et devrait atteindre 25 GW en 2025. Le cours de l'action a augmenté en parallèle de 3000 % depuis son lancement en 2018⁸¹. Les récentes accusations de fraude et de manipulation du marché ont affecté la valorisation boursière d'Adani et la confiance des investisseurs dans l'entreprise, remettant en question les futurs investissements dans les énergies renouvelables⁸². Cependant, à la grande surprise de nombreux observateurs⁸³, cette situation a été de courte durée, la multinationale française Total ayant récemment signé un nouvel accord sur les énergies renouvelables avec Adani Green⁸⁴.

Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour exposer plus en détail comment la collusion entre le secteur financier et les multinationales « vertes » sabote la transition énergétique. Cependant, ces exemples ne laissent aucun doute sur le fait que l'industrie des énergies renouvelables est dominée par les géants de la finance.

Conclusion n°7 LES MULTINATIONALES « VERTES » PROFITENT ACTIVEMENT DES HAUSSES DE PRIX ET MANIPULENT LE MARCHÉ

Les hausses importantes de prix ont été une source supplémentaire de profit pour certaines des multinationales « vertes » que nous avons étudiées. **Dans certains cas, les entreprises ont même manipulé les marchés et les prix.**

Cette pratique est particulièrement répandue en Espagne. En 2015, la Commission nationale espagnole des marchés et de la concurrence (CNMC) a jugé qu'Iberdrola avait manipulé le prix de l'électricité en 2013, qualifiant sa faute de « très grave »⁸⁵. La CNMC lui a imposé une amende de 25 millions d'euros (cette amende fait toujours l'objet d'un appel à l'heure où nous écrivons ces lignes)⁸⁶. En mai 2019, la Commission nationale espagnole des marchés boursiers (CNMV) a infligé à Endesa une amende de 5,8 millions d'euros⁸⁷. La CNMV a constaté qu'Endesa avait manipulé le marché de l'électricité pour augmenter les prix de gros entre octobre 2016 et janvier 2017, ce qui coïncidait avec le pic de la demande dû à la baisse des températures⁸⁸.

Iberdrola a trouvé d'autres moyens de tirer profit des hausses de prix. En 2021, l'entreprise a été accusée d'avoir provoqué une « fausse sécheresse » en vidant le réservoir de Valdecañas en Estrémadure, en Espagne, au détriment de l'approvisionnement en eau de la population⁸⁹. La multinationale affirme que cette opération était nécessaire pour produire de l'électricité dans le contexte d'une vague de chaleur⁹⁰. Cependant, elle l'a fait alors que le prix de l'électricité était très élevé, réalisant ainsi des bénéfices qui ont donné lieu à une enquête du ministère espagnol de l'Environnement⁹¹. Le ministre de la Transition écologique a conclu que l'opération était légale, mais que ce type de comportement irresponsable ne devrait pas être autorisé⁹².

Mais les hausses de prix et les manipulations de marché pour maximiser les profits continueront à se produire si ces entreprises sont laissées sans contrôle.

Conclusion n°8 CERTAINES MULTINATIONALES « VERTES » ONT TIRÉ DES PROFITS CONSIDÉRABLES DE LA GUERRE EN UKRAINE

La moitié des entreprises étudiées ont connu une augmentation de leur chiffre d'affaires dans le contexte de la guerre en Ukraine, et certaines d'entre elles ont enregistré des hausses très importantes de leurs bénéfices.

Les entreprises traditionnelles d'énergies fossiles (comme BP et Shell) ont enregistré des bénéfices spectaculaires en 2022 en raison de la flambée des prix de l'énergie⁹³. C'est également le cas d'Endesa, de Southern et de British Gas en raison de leurs portefeuilles d'énergies fossiles. Les bénéfices d'Endesa en 2022 ont augmenté de 56,96 % par rapport à 2021, ceux de Southern de 47,26 % par rapport à 2021 et ceux de British Gas de 211,02 %⁹⁴.

Après le déclenchement de la guerre, British Gas a augmenté le prix de l'énergie facturée aux usagers, le tarif variable standard de l'entreprise passant de 1 277,38 livres sterling par an à 1 970,56 livres sterling trois mois après l'invasion⁹⁵. **Il n'est donc pas surprenant que Centrica, la société mère de British Gas, ait déclaré un bénéfice d'exploitation de 3,3 milliards de livres pour l'année civile 2022 – trois fois plus que les 948 millions de l'année précédente et le chiffre le plus élevé de son histoire**⁹⁶.

Dans l'Union européenne, les prix de l'électricité étant déterminés par les prix du gaz, **les producteurs d'énergie renouvelable ont bénéficié de prix plus**

élevés en conséquence de la guerre, même si celle-ci n'a pas eu d'impact sur les coûts de production de l'énergie renouvelable. Aux Pays-Bas, par exemple, les prix de l'électricité ont été multipliés par dix suite à la guerre. En conséquence, les bénéfices des actionnaires des parcs éoliens et solaires ont largement dépassé les 384 millions d'euros de bénéfices qu'ils réalisaient déjà avant cette hausse des prix. Même en produisant de l'électricité sans subventions publiques, ces bénéfices étaient désormais directement subventionnés par les factures d'énergie des citoyens^{97,98}. Les bénéfices d'Engie ont également doublé au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021, l'entreprise ayant bénéficié de la hausse des prix de son activité gazière en Europe ainsi que de l'augmentation des prix facturés pour l'énergie renouvelable qu'elle produit⁹⁹.

Ces éléments montrent que, dans de nombreux cas, **les bénéfices croissants des multinationales « vertes » ne reflètent en aucun cas une progression des énergies renouvelables en elles-mêmes.**

Comme nous l'avons vu, ces bénéfices exceptionnels sont largement redistribués aux actionnaires, et non réinvestis dans le développement de nouvelles capacités renouvelables ou utilisés pour alléger la charge pesant sur les consommateurs. Alors que les entreprises affirment qu'elles ont besoin d'un soutien massif de l'État pour que les énergies vertes soient suffisamment rentables, dans un système privatisé, ce soutien public ne fait qu'augmenter les profits privés, favorisant les intérêts des actionnaires plutôt que l'investissement dans la transition énergétique. C'est un parfait exemple de « socialisation des coûts et de privatisation des profits ».

DROITS HUMAINS ET ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

Conclusion n°9 LES GRANDS PROJETS SOLAIRES ET ÉOLIENS MENÉS PAR LES MULTINATIONALES «VERTES» SONT SOUVENT LIÉS À L'ACCAPAREMENT DE TERRES ET À DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS.

Les multinationales ont besoin de vastes surfaces de terres pour construire d'immenses parcs éoliens terrestres, des parcs solaires et des centrales hydroélectriques – des terres qu'elles obtiennent souvent en privant les communautés autochtones et rurales de leur accès traditionnel. De nombreux conflits fonciers ont été documentés au Mexique (Iberdrola), au Honduras (Siemens Gamesa), en Inde (Adani Green), au Sahara occidental (Siemens Gamesa) et même en Espagne (Iberdrola). Tout cela au nom de la « sauvegarde du climat ».

Les autorités indiennes et des entreprises comme Adani Green ont choisi de développer des parcs éoliens et solaires à grande échelle, nécessitant des milliers d'hectares de terres. Les projets d'Adani Green ont d'ailleurs été entachés de controverses en raison d'allégations d'accaparement de terres et de conflits avec les agriculteurs et les communautés traditionnelles¹⁰⁰. Par exemple, lorsque le parc solaire de Kamuthi, dans le Tamil Nadu, est entré en opération, sur 2000 hectares de terres (y compris des zones humides reclassées), les sources d'eau ont été clôturées et Adani Green a pompé d'énormes quantités d'eau souterraine pour nettoyer ses panneaux solaires, ce qui a entraîné l'épuisement des nappes phréatiques locales¹⁰¹. L'entreprise s'est ensuite tournée vers le dessalement de l'eau, et a été accusée de déverser ses résidus salins toxiques et de contaminer ainsi les sols¹⁰².

L'oléoduc Line 3 d'Enbridge (voir ci-dessus) traverse les territoires indigènes du Minnesota, ce qui suscite une vive opposition de la part des tribus locales¹⁰³. **Des enquêtes du Brennan Center et du média The Intercept suggèrent que, face aux nombreuses tentatives de blocage de l'oléoduc par des manifestations et des actions de désobéissance civile, l'entreprise a riposté en engageant des sociétés de surveillance et en coopérant avec les opérations de la police locale contre les activistes du Minnesota**^{104,105}.

Le peuple Lenca du Rio Blanco, organisé par le Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras, affirme que **Gamesa, exploitant du parc éolien de Cerro de Hula, a occupé ses terres sans son consentement et a détruit ses moyens de subsistance agricole.** « Nous avons été très affectés, d'abord parce qu'ils nous ont trompés. Ils nous ont forcés à signer un contrat truqué et nous avons perdu nos terres », a déclaré Gilma Martinez, une femme Lenca, à TeleSUR¹⁰⁶

Des revendications similaires se sont exprimées dans l'Oaxaca, au Mexique. Gamesa est l'un des principaux fournisseurs de turbines pour l'isthme de Tehuantepec, comme pour le parc éolien Bii Nee Stipa II de 70 mégawatts construit en 2012. Les populations locales, dont beaucoup sont des indigènes Binniza (Zapotèques) et Ikoojt (Huaves), affirment que les parcs éoliens empêchent l'accès à leurs terres agricoles, à leurs sanctuaires sacrés, ainsi qu'à leurs herbes et plantes médicinales¹⁰⁷. **Des militants de l'Assemblée**

populaire de Juchitán, qui s'opposent aux projets éoliens, auraient été harcelés et même assassinés¹⁰⁸.

Ces exemples illustrent les dommages que peuvent causer les infrastructures massives. **Les énergies renouvelables doivent être développées en collaboration avec les communautés locales, et non à leurs dépens, en exigeant des études d'impact socio-environnemental appropriées et en mettant en place des mécanismes de co-gouvernance populaire.**

Conclusion n°10 LES TECHNOLOGIES ÉNERGÉTIQUES «VERTES» IMPLIQUENT DES PROCESSUS D'EXPLOITATION MINIÈRE ET DE PRODUCTION QUI VIOLENT LES DROITS DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET NUISENT À L'ENVIRONNEMENT

Les technologies d'énergies renouvelables nécessitent des quantités importantes de métaux dits « de transition », tels que le nickel, le cobalt et le lithium¹⁰⁹. L'extraction de ces métaux est à l'origine de destructions écologiques et de violations des droits humains. Tesla et Siemens Gamesa achètent du cobalt à la mine de cuivre de Glencore dans la région du Katanga, en République démocratique du Congo, accusée de recourir au travail des enfants¹¹⁰. Le nickel que Tesla achète au Canada provient de la mine Vale de Voisey's Bay, dans le nord du Labrador, à laquelle s'opposent depuis longtemps les Innus et les Inuits¹¹¹.

Dans le même temps, aux États-Unis, la coalition Protect Osage, composée de membres de la nation Osage, de groupes de protection de la nature et de résidents locaux, s'est organisée pour s'opposer à la construction du projet Osage Wind, détenu par Enel Green Power, l'actionnaire de contrôle d'Endesa¹¹². Ce projet éolien affecte des sites culturels et des tombes historiques¹¹², et est développé sur des prairies d'herbes hautes – un habitat essentiel qui capture et stocke le carbone plus efficacement que les arbres¹¹⁴. The United States' federal government is now supporting the Osage Nation to fight back against Enel, having found that the company illegally mined limestone and other minerals, owned by the Osage Nation.¹¹⁵

Siemens Gamesa utilise du néodyme pour l'aimant permanent de ses éoliennes. Environ 90% de l'approvisionnement mondial provient de Chine, notamment de Baotou, la plus grande ville industrielle de Mongolie intérieure, où le néodyme est extrait via un procédé utilisant du thorium et de l'uranium¹¹⁶. Les déchets sont ensuite déversés dans un bassin de boue et de déchets toxiques de 120 kilomètres carrés, qui s'écoule lentement dans le fleuve Jaune, l'une des principales sources d'eau de Chine¹¹⁷.

Comme le montrent nos profils, **de nombreux processus d'extraction et de production mis en place par les multinationales ont été associés à des violations des droits humains et de l'environnement, y compris des violations des droits des autochtones, des droits des travailleurs et des droits fonciers**¹¹⁸. Cela ne changera pas tant que ces entreprises ne seront

pas gouvernées démocratiquement, par et pour le public, afin que les droits de l'environnement et des communautés locales puissent être effectivement protégés et respectés.

Conclusion n°11 LES MULTINATIONALES « VERTES » VIOLENT LES DROITS DES TRAVAILLEURS EN MATIÈRE DE SALAIRES, DE TRAVAIL FORCÉ, DE LUTTE CONTRE LES SYNDICATS ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL DANGEREUSES.

Outre les problèmes liés à l'accaparement des terres, aux violations des droits humains et à la destruction de l'environnement, les multinationales « vertes » sont souvent impliquées dans la violation des droits des travailleurs. **De plus en plus d'études révèlent de nombreux problèmes de main-d'œuvre dans le secteur des énergies renouvelables¹¹⁹. Ces problèmes vont du travail forcé aux contrats précaires et aux conditions de travail dangereuses¹²⁰.**

Dans le cadre du projet Solar Park Villanueva d'Endesa au Mexique, des travailleurs d'entreprises mexicaines sous-traitantes ont bloqué l'entrée de l'usine, exigeant le paiement de leurs salaires¹²¹. Selon le journal mexicain *SDP Noticias*, **ils ont protesté en raison de 9,2 millions de dollars US de non-paiement et d'actes de corruption présumés, ce qui a entraîné l'annulation de l'inauguration de l'usine¹²².**

Les experts de l'industrie solaire affirment que la principale subvention bénéficiant à JinkoSolar est une main-d'œuvre bon marché dans le Xinjiang, en Chine¹²³. **L'usine de panneaux solaires de l'entreprise au Xinjiang a été liée au travail forcé d'une prison de haute sécurité située à proximité et d'un camp d'internement pour les musulmans ouïghours, une minorité persécutée¹²⁴.**

Les travailleurs d'EDF Renouvelables n'ont pas le même statut que la plupart des autres travailleurs français d'EDF¹²⁵. Le personnel d'EDF Renouvelables est plus jeune avec des contrats plus précaires, avec un taux de rotation plus élevé. Le modèle économique de l'entreprise repose davantage sur la sous-traitance opérationnelle des projets qu'elle construit et gère. Dans les pays hors de France, le personnel d'EDF Renouvelables n'est souvent peu ou pas syndiqué, par contraste avec le personnel du groupe EDF¹²⁶.

Prenons pour finir le cas de Tesla. **Les usines de l'entreprise ont l'un des pires bilans de sécurité de tous les sites de production automobile aux États-Unis.** En 2019, Tesla a accumulé plus de trois fois plus de violations selon l'Occupational Safety and Health Administration que ses 10 principaux concurrents collectivement entre 2014 et 2018¹²⁷.

En février 2023, les travailleurs de l'usine Tesla de Buffalo, dans l'État de New York, ont affirmé qu'au moins 18 travailleurs¹²⁸ avaient été licenciés en raison de leur participation à des activités syndicales. Les travailleurs ont commencé à se syndiquer en raison des bas salaires et de l'insécurité de l'emploi, ainsi que contre l'introduction d'un nouveau système de surveillance qui contrôle

leurs frappes au clavier — ce qui dissuade certains membres du personnel de prendre de courtes pauses et d'aller aux toilettes¹²⁹. Ce n'est pas la première fois que Tesla est accusé de violation des droits syndicaux et de licenciement abusif. En mars 2023, un tribunal a statué en faveur d'un employé qui avait été licencié illégalement après avoir participé à l'organisation d'un syndicat en 2017¹³⁰.

La transition énergétique ne serait qu'une illusion sans les travailleurs. **Les emplois dits verts, nécessaires à la décarbonation, doivent offrir des conditions de travail et de vie décentes et garantir le respect des droits des travailleurs¹³¹.** Il est peu probable que des emplois décents soient fournis par des multinationales telles que les quinze dont nous avons dressé le profil dans notre étude.



UNE PRISE DE CONTRÔLE DE LA TRANSITION VERTE PAR LES MULTINATIONALES

Conclusion n°12

LES MULTINATIONALES « VERTES » TENDENT À PRIORISER LES GRANDS PROJETS QUI LEUR PROFITENT ET QUI PROFITENT À D'AUTRES MULTINATIONALES.

Les contrats d'achat d'électricité (CAE ou *Power Purchase Agreements* en anglais) sont des contrats à long terme entre des producteurs d'électricité et des clients, généralement un gouvernement, un service public ou une autre entreprise. **L'établissement de contrats d'achat d'électricité avec d'autres multinationales est l'un des principaux objectifs des multinationales « vertes ».** Ainsi, la transition se développe selon les intérêts des grandes entreprises, plutôt que selon les besoins des communautés.

Aux États-Unis et dans le reste du monde hors Europe, la plupart des projets d'EDF Renouvelables sont basés sur des CAE avec de grandes entreprises telles que Google, Amazon, Procter & Gamble ou BASF¹³², ou avec des gouvernements et des entités publiques¹³³.

Iberdrola a signé des CAE avec de grandes entreprises telles qu'Amazon, Apple, Facebook et Nike¹³⁴, parallèlement à des partenariats récents dans le domaine des énergies renouvelables avec Total et Shell¹³⁵. Non seulement les activités des grandes entreprises de technologie et d'énergies fossiles sont très gourmandes en énergie, mais¹³⁶, toutes ces entreprises ont été associées à des scandales liés aux droits humains¹³⁷.

Les CAE constituent une menace sérieuse pour la transition énergétique. **Lorsque des entreprises publiques concluent un CAE, elles paient généralement à une entité privée un prix le plus élevé possible pour la production d'électricité renouvelable et la garantie d'une marge bénéficiaire, que l'électricité soit effectivement consommée ou non**¹³⁸. Et lorsque les gouvernements continuent à externaliser la production d'énergie renouvelable, ils ne développent pas de capacités de production d'énergie renouvelable en interne pour piloter la transition dans l'intérêt public.

Les CAE conclus entre multinationales reposent également sur des investissements publics dans maintenance et l'extension des réseaux de transport nécessaires pour faciliter le flux d'électricité depuis les installations de production jusqu'au site de consommation. Cela représente une nouvelle ponction sur les fonds publics¹³⁹. De plus, **ces CAE entre multinationales peuvent constituer une forme supplémentaire d'écoblanchiment.** Prenons par exemple le récent CAE conclu par Iberdrola avec Amazon¹⁴⁰. Les parcs éoliens d'Iberdrola alimentent les centres de données d'Amazon, ce qui permet à cette entreprise de se présenter comme « verte », alors qu'elle est impliquée dans de multiples formes d'activités nuisibles au climat, qu'il s'agisse de fournir un soutien technologique aux activités d'extraction pétrolière de BP et de Shell¹⁴¹ ou de promouvoir le consumérisme de masse¹⁴².

Au lieu d'essayer de répondre aux demandes des multinationales en matière d'énergies renouvelables, les gouvernements devraient donner la priorité à la fourniture d'une électricité décarbonée pour les ménages

et les services publics. Plusieurs projets d'énergie renouvelable développés par nos multinationales « vertes » dans des pays tels que l'Inde et le Mexique ont été conçus pour répondre aux besoins des grandes entreprises nationales ou internationales¹⁴³. Tout cela alors que, dans de nombreux cas, les communautés qui vivent autour de ces projets — et qui ont souvent été affectées par l'accapement des terres et d'autres effets négatifs — n'ont toujours pas accès à une source d'électricité fiable.

Conclusion n°13 CERTAINES MULTINATIONALES «VERTES» S'OPPOSENT ACTIVEMENT AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES À PETITE ÉCHELLE

Comme nous l'avons vu (conclusion n°12), **les multinationales « vertes » privilégient les formes de production d'énergie renouvelable à grande échelle dont elles peuvent facilement tirer profit. Les énergies renouvelables décentralisées et à plus petite échelle, détenues par les communautés ou des individus, constituent une menace pour leur modèle économique.** En conséquence, certaines multinationales sont allées jusqu'à saper activement l'expansion des énergies renouvelables résidentielles.

L'entreprise américaine Southern est coutumière du fait. **En 2013, elle a imposé une redevance mensuelle de 5 dollar par kilowattheure à tout client produisant de l'énergie solaire en Alabama. Cette mesure a eu pour effet de tuer le secteur dans l'État**¹⁴⁴. La redevance a ensuite été portée à 5,41 dollar en 2022¹⁴⁵. L'entreprise a tenté d'imposer des frais similaires en Géorgie, mais les électeurs ont rejeté la mesure¹⁴⁶. Aujourd'hui, la Géorgie compte dix fois plus d'installations solaires résidentielles que l'Alabama¹⁴⁷.

Une autre entreprise américaine, NextEra, a utilisé toute une série de tactiques politiques douteuses pour saper les énergies renouvelables décentralisées. **Tout en prétendant être l'un des plus grands producteurs d'énergie renouvelable au monde**¹⁴⁸, **NextEra a collaboré avec Consumers for Smart Solar, un groupe d'« astroturfing », pour s'opposer aux campagnes menées en Floride en faveur de l'énergie solaire résidentielle locale**¹⁴⁹. En outre, sa filiale Florida Power & Light a cherché à influencer une législation pour restreindre l'adoption de l'énergie solaire résidentielle en Floride¹⁵⁰. Ces efforts visent à dissuader les efforts des résidents locaux pour installer leurs propres panneaux solaires. NextEra aurait collaboré avec des cabinets de lobbying pour s'opposer aux campagnes menées en Floride en faveur d'une augmentation de l'énergie solaire résidentielle locale¹⁵¹. La société de lobbying Matrix Group, embauchée à cette fin par NextEra, est impliquée dans des allégations de corruption et de tentatives d'éviction de candidats politiques, le tout dans le but d'empêcher l'adoption d'une nouvelle législation en faveur de l'énergie solaire résidentielle¹⁵².

Conclusion n°14

DE NOMBREUSES MULTINATIONALES «VERTES» UTILISENT DES CAPITAUX PROVENANT DE ÉNERGIES FOSSILES POUR RACHETER DES ENTREPRISES PLUS PETITES ACTIVES DANS LE DOMAINE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES.

Le capital accumulé au cours de décennies d'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz est utilisé par les géants des énergies fossiles pour « verdir » leur image — tout en continuant à exploiter des énergies fossiles. Leur force de frappe financière est également utilisée pour évincer les petits acteurs locaux, publics ou coopératifs.

En France, Engie a développé son portefeuille d'énergies renouvelables par l'acquisition de petites entreprises, notamment Solairedirect pour le solaire et La Compagnie du Vent pour l'éolien¹⁵³. Engie, ainsi que les deux autres géants français de l'énergie, EDF et Total, ont utilisé leur puissance financière pour absorber ou évincer la plupart des concurrents potentiels qui, contrairement à ces multinationales, n'étaient actifs que dans le secteur des énergies renouvelables¹⁵⁴. Par ailleurs, **la législation française ne permet le développement de producteurs ou de distributeurs locaux, à but non lucratif, publics ou coopératifs, comme c'est le cas en Allemagne**¹⁵⁵. En conséquence, les trois géants ont pris le contrôle de la transition énergétique en France, en ont dicté le rythme et se sont assurés la plupart des bénéfices à en tirer.

Conclusion n°15

LES MULTINATIONALES «VERTES» EXERCENT UNE INFLUENCE CONSIDÉRABLE SUR LES GOUVERNEMENTS

Dans de nombreux pays, les multinationales « vertes » exercent une influence démesurée sur l'élaboration des politiques publiques. En Espagne, par exemple, il existe des « portes tournantes » avérées entre le gouvernement et Endesa et Iberdrola : de nombreux ex élus et fonctionnaires viennent occuper des postes de haut niveau dans ces entreprises, tandis qu'en sens inverse des employés d'Endesa et d'Iberdrola se frayent un chemin au sein du gouvernement¹⁵⁶. Il en va de même au Royaume-Uni, où les détachements de personnel entre le gouvernement et British Gas et d'autres entreprises du secteur de l'énergie sont bien documentés¹⁵⁷. En Inde, il existe des liens étroits et inquiétants entre le Premier ministre Narendra Modi et Gautam Adani, patron du conglomérat Adani¹⁵⁸.

Les multinationales « vertes » exercent aussi leur influence sur les gouvernements en prenant le contrôle des associations professionnelles dans le domaine des énergies renouvelables. In France, for instance, the dominant trio of Engie, EDF and Total has taken over the renewable energy trade association, Syndicat des énergies renouvelables (SER).¹⁵⁹ Il en résulte une situation paradoxale où le lobby chargé de défendre la transition vers les énergies renouvelables est contrôlé par un trio de sociétés géantes dont les modèles économiques restent liés à la poursuite de la consommation d'énergies fossiles ou nucléaire. Ces entreprises utilisent cette influence pour privilégier le type de projet à grande échelle qui leur est le plus favorable, pour obtenir davantage d'aides publiques et pour plaider en faveur

de l'élimination des régulations environnementales et sociales en matière de projets d'énergies renouvelables¹⁶⁰.

La prise de contrôle des associations d'énergie renouvelable par les grandes entreprises nuit à la conduite de la transition. Prenons l'exemple d'Enel Green Power, filiale d'Endesa, qui était censée représenter tous les producteurs d'énergie renouvelable en Espagne. Au lieu de cela, elle a donné la priorité à ses propres demandes de raccordement de centrales électriques et a reporté la soumission des demandes de ses concurrents au gestionnaire du réseau de transport, leur bloquant de fait l'accès au réseau. L'autorité espagnole de régulation du marché, la CNMC, a infligé à Enel Green Power une amende de 4,9 millions d'euros pour ce motif¹⁶¹.

Enfin, **certaines multinationales « vertes » ont l'habitude d'utiliser (ou de menacer d'utiliser) le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États afin de poursuivre les gouvernements pour des mesures qui nuisent à leurs profits**¹⁶². Elles veulent ainsi contraindre les gouvernements à abandonner les politiques qu'elles jugent indésirables en passant outre les cadres juridiques nationaux. Par exemple, Vattenfall a agressivement poursuivi le gouvernement allemand en 2009 pour qu'il verse une compensation de 1,4 milliard d'euros pour avoir imposé des exigences environnementales strictes afin de protéger l'Elbe de la centrale au charbon Moorburg de 1,6 gigawatt à Hambourg¹⁶³. Le gouvernement a accepté de régler l'affaire à l'amiable en 2010 en revenant sur les mesures de protection de l'environnement et en autorisant la construction de la centrale¹⁶⁴.

En mai 2012, Vattenfall a intenté une autre action en justice contre l'Allemagne dans le cadre d'un tribunal arbitral lié à l'investissement, réclamant une indemnisation de 3,7 milliards d'euros. Cette affaire visait à contester la décision de fermer les centrales nucléaires de Brokdorf, Brunsbüttel et Krümmel, à la suite de la catastrophe de Fukushima au Japon¹⁶⁵. L'affaire a été close en novembre 2021 après que Vattenfall a gagné une affaire connexe devant la Cour constitutionnelle fédérale allemande, laquelle a exigé que l'Allemagne réévalue l'indemnisation pour la fermeture des centrales, et après qu'un paiement de 1,425 milliard d'euros à Vattenfall a été convenu en mars 2021¹⁶⁶.

Qu'il s'agisse des portes tournantes, du contrôle des associations de défense des énergies renouvelables ou de l'utilisation des tribunaux arbitraux pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils abandonnent leurs politiques environnementales, il est grand temps de chasser ces multinationales « vertes » des sphères gouvernementales et de revendiquer un contrôle populaire de la transition énergétique.

CONCLUSION

Les multinationales « vertes » aimeraient nous faire croire qu'elles sont la solution au changement climatique. **Les quinze entreprises de notre échantillon, producteurs d'électricité et les fabricants de technologies, ont beau se présenter comme vertes, à en juger par leurs pratiques commerciales elles ne se soucient pas de la décarbonation.** La majorité d'entre elles continuent de soutenir les énergies fossiles et nombre d'entre elles restent même avant tout des entreprises spécialisées dans les énergies fossiles.

La maximisation des rendements financiers, et non la décarbonation, est leur principale activité. Ce sont des fonds d'investissement comme BlackRock qui dictent leur stratégie. Les critères de « durabilité » sont exploités pour financer la destruction du climat (Enbridge) et les filiales vertes sont utilisées pour financer le charbon (Adani Green). En Europe, les actifs liés aux énergies fossiles ne sont souvent pas fermés, mais simplement vendus à des tiers ou séparés en entreprises distinctes. Aux États-Unis, les projets solaires et éoliens ont tendance à être achetés et vendus sur la base de calculs financiers et de changements de stratégie, sans engagement à long terme. Les multinationales espagnoles ont été condamnées à des amendes pour avoir manipulé les prix et le marché, augmentant ainsi leurs profits au détriment de l'accès et de l'accessibilité. **Les entreprises sapent activement l'expansion des petites énergies renouvelables (NextEra et Southern) ou utilisent le capital issu des énergies fossiles pour racheter des entreprises plus petites (Engie et EDF).**

De nombreuses entreprises d'électricité en Europe utilisent des certificats verts, même s'ils ont été achetés sans investissement correspondant dans la production d'énergie renouvelable. **Toutes les entreprises de notre échantillon donnent la priorité aux grands projets qui leur profitent ou qui profitent à d'autres multinationales.** Elles aussi pour habitude de qualifier de « propres » le gaz fossile, le nucléaire et d'autres sources d'énergie controversées afin de soigner leur image et de les aider à engloutir les subventions publiques.

Leurs investissements dans la production d'énergie renouvelable ou dans les technologies de transition dépendent souvent fortement de multiples formes d'aides publiques, notamment des subventions directes, des prix d'achat garantis et des crédits d'impôt. **Payées par les contribuables ou les consommateurs via leurs factures, ces aides sont décisives pour déterminer quelles capacités de production d'énergie renouvelable sont construites et à quel endroit.** L'utilisation de fonds publics pour favoriser la transition énergétique n'est pas le problème ici. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables a déclaré que les investissements annuels dans le secteur devraient plus que quadrupler pour atteindre plus de 5 000 milliards de dollars US si nous voulons rester sur la trajectoire de 1,5 degré¹⁶⁷. **Le problème est que ce modèle de financement est accaparé par des intérêts privés, ce qui nuit à la décarbonation en socialisant les coûts et en privatisant les profits.**

La richesse accumulée par les quinze multinationales de notre échantillon est stupéfiante. **Ces entreprises ont versé un total combiné de 130,77**

milliards de dollars US en dividendes et 24,8 milliards de dollars US en rachats d'actions entre 2016 et 2022. Ces entreprises ont versé un total combiné de 130,77 milliards de dollars US en dividendes et 24,8 milliards de dollars US en rachats d'actions entre 2016 et 2022. **Malgré le fait que le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité dans le monde devrait augmenter pour la première fois depuis des décennies¹⁶⁸ les patrons de ces treize entreprises gagneront un total combiné de 136,89 millions de dollars US en 2022¹⁶⁹.** Le patron le mieux payé est John Ketchum de NextEra, qui a gagné 17,4 millions de dollars US en 2022.

Ces richesses mirobolantes ont été accumulées grâce à l'argent public (conclusion n°5), à l'écoblanchiment (conclusions n°3 et 4) et à des pratiques sociales et environnementales abusives qui menacent les droits des travailleurs et des communautés de première ligne (conclusions n°10 et 11). En effet, la plupart des multinationales étudiées sont accusées de violations des droits des autochtones, des droits des travailleurs ou d'autres droits humains. Du Mexique au Honduras en passant par l'Inde, le Sahara occidental et l'Espagne, les multinationales « vertes » privent de nombreuses communautés autochtones et autres communautés rurales de leurs terres et de leurs moyens de subsistance pour construire des parcs éoliens terrestres ou des parcs solaires. En outre, l'extraction des « métaux de transition », dont dépendent les fabricants de technologies dites vertes, entraîne souvent une exploitation de la main-d'œuvre et une destruction de l'environnement.

Les entreprises d'électricité se concentrent sur le développement de nouvelles capacités de production d'énergie, comme si cela suffisait pour faire face à la crise climatique. **Elles ne sont pas intéressées par la réduction de la consommation d'énergie, car cela entrerait en conflit avec les intérêts des actionnaires, qui exigent qu'elles vendent autant d'énergie que possible.** De même, l'accent mis sur la vente de voitures électriques privées nuit à la transition vers des transports publics propres et universels.

Le système électrique mondial s'est développé à un rythme de 300 GW par an au cours des dernières années¹⁷⁰. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le rythme d'expansion des énergies renouvelables s'accroîtra au cours des prochaines années, avec une croissance de la capacité renouvelable de 350 à 400 GW par an entre 2022 et 2027¹⁷¹. Cependant, même si ces prévisions optimistes se concrétisent, **la majeure partie des bienfaits de la croissance des énergies renouvelables sera annulée par l'augmentation de la demande d'électricité.** Un rapport de l'AIE datant de 2023 affirme que sur les 50 facteurs qu'elle juge nécessaires à la transition énergétique, seuls trois sont en bonne voie¹⁷². De fait, **les émissions de CO₂ liées à l'énergie continuent d'augmenter, atteignant un niveau record en 2022¹⁷³.**

Alors que la majorité de la population mondiale est de plus en plus confrontée au désastre climatique et à la crise du coût de la vie, les multinationales « vertes » de l'échantillon ont engrangé 175,86 milliards de dollars US de profits entre 2016 et 2022, dont 37,96 milliards de dollars US rien qu'en 2022. Dans de nombreux cas, ces bénéfices exceptionnels ne reflètent pas l'essor

des énergies renouvelables. La prospérité de ces entreprises ne serait pas possible sans les niveaux inquiétants d'influence qu'elles exercent sur les gouvernements – que ce soit par le biais de portes tournantes, d'associations d'entreprises ou de plaintes dans le cadre du règlement des différends entre investisseurs et États. **Le capital « vert » a pris le contrôle de la transition énergétique, dictant son rythme et bloquant les actions climatiques qui entravent ses profits.**

Pour assurer une transition énergétique juste et rapide, les peuples du monde entier doivent rejeter la logique de profit des multinationales et les intérêts des actionnaires. Au contraire, comme le montrera la prochaine et dernière partie de la trilogie « Public Power », nous devons construire un contre-pouvoir pour une prise de contrôle par les peuples de l'ensemble de l'industrie de l'énergie.

ANNEXE : MÉTHODOLOGIE DES DONNÉES FINANCIÈRES

Les chiffres relatifs bénéfiques des entreprises sont basés sur le résultat net indiqué dans les rapports annuels des entreprises, par opposition au résultat brut ou au résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (également appelé EBITDA). En général, ce chiffre est appelé « résultat net part de groupe », mais certaines entreprises utilisent une terminologie différente.

En général, nous avons recoupé ces chiffres avec les données publiées sur le site web [Macrotrends](#)¹⁷⁴. En cas de divergence (généralement très légère et pour diverses raisons telles que les différences de taux de change), nous avons utilisé les données des rapports annuels de l'entreprise. Dans un cas (le rapport annuel 2016 de Vattenfall), nous avons utilisé le bénéfice annuel des activités poursuivies (par opposition au bénéfice de l'année des activités abandonnées, car la prise en compte des anciennes activités aurait affecté nos calculs).

Nous avons utilisé les chiffres des principes comptables généralement acceptés (GAAP) pour Tesla et les données publiées selon les normes internationales d'information financière (IFRS) pour Ørsted, ainsi que le bénéfice de l'exercice plutôt que des chiffres tels que les bénéfices sous-jacents (Vattenfall), afin de nous baser sur des données comparables telles que requises par la loi¹⁷⁵.

Toutes les données relatives aux dividendes proviennent directement des rapports annuels des entreprises. Les données sur les rachats d'actions proviennent principalement du site web [ycharts](#)¹⁷⁶, à l'exception de British Gas/Centrica et de JinkoSolar, où nous avons obtenu les données à partir des rapports annuels des entreprises, et dans le cas d'Ørsted, où nous les avons obtenues à partir des communiqués de presse de l'entreprise.

Afin d'obtenir des données financières comparables, nous avons choisi de convertir toutes les données en dollars US en utilisant les taux de change annuels moyens du site web de l'US Internal Revenue Service (pour la couronne danoise, la couronne suédoise, l'euro, la roupie indienne et la livre sterling).

Les quinze entreprises ont été invitées à envoyer des corrections factuelles à ces conclusions, mais seules Enbridge et Vattenfall ont répondu. Certains ajustements ont été apportés à la suite de leurs réponses.

ENDNOTES

- Oxfam (2023). 'Climate Finance Shadow Report 2023 : Assessing the delivery of the \$100 billion commitment', 5 juin. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621500/bp-climate-finance-shadow-report-050623-en.pdf?sequence=19>. Dernier accès : 30 octobre 2023. Pour plus d'informations, voir page 3 : « Oxfam estime qu'en 2020, la valeur réelle du soutien financier spécifiquement destiné à l'action climatique n'était que d'environ 21 à 24,5 milliards de dollars US - bien moins que ne le suggèrent les chiffres officiellement rapportés. »
- Banque mondiale (2022). "Poverty". <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/overview>. Dernier accès : 6 octobre 2023.
- ENCO (European Network of Corporate Observatories) est un réseau d'organisations civiques et de médias européens qui se consacrent à enquêter sur les entreprises et leur pouvoir. Pour plus d'informations, voir : <https://corpwatchers.eu>.
- Next Era Energy (2023). « NextEra Energy est une fois de plus reconnue comme numéro 1 dans son secteur sur la liste de Fortune des 'World's Most Admired Companies' », 2 février. <https://www.investor.nexteraenergy.com/news-and-events/news-releases/2023/02-02-2023-200519774>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Sharma, R. (2021). « NextEra Energy : a Renewable Energy Giant That Relies on Fossil Energy for Profits », 26 avril. <https://energycentral.com/c/um/nextera-energy-renewable-energy-giant-relies-fossil-energy>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Ibid.
- Anderson, D. (2022). « Southern Company Knew », juin. <https://energyandpolicy.org/reports/southern-company-knew-climate-change/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Dembicki, G. (2022). « Warned of "massive" climate-led extinction, a US energy firm funded crisis denial ads », 8 juin. <https://www.theguardian.com/environment/2022/jun/08/georgia-southern-company-climate-denial-ads>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Kasper, M. (2017). « Southern Company CEO and Edison Electric Institute Chairman Tom Fanning's Climate Change Denial », 30 avril. <https://energyandpolicy.org/edison-electric-institute-chairman-climate-change-denial/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Morgan, G. (2020). « North America's largest pipeline company aims to pivot to natural gas and renewable energy », 8 juin. <https://financialpost.com/commodities/energy/north-americas-largest-pipeline-company-aims-to-pivot-to-natural-gas-and-renewable-energy>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Enbridge. (n.d.), « Liquids Pipelines ». <https://www.enbridge.com/About-Us/Liquids-Pipelines>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Enbridge. (n.d.). « Fact sheets and brochures (natural gas operations) ». <https://www.enbridge.com/media-center/fact-sheets-brochures-gtm>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Adani's Toxic Bonds (2023). « Three Adani Companies Booted from UN Science Based Targets Initiative », 1 mai. <https://adanitoxicbonds.org/2023/05/01/three-adani-companies-booted-from-un-science-based-targets-initiative/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Reclaim Finance (2022). « La sortie du charbon d'ENGIE : ou comment remplacer un problème par un autre », 16 novembre. <https://reclaimfinance.org/site/2022/11/16/engie-remplacer-un-probleme-par-un-autre/>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- Total (2017). « Total acquiert l'activité GNL amont d'Engie et devient le deuxième acteur mondial du GNL », 11 août. <https://totalenergies.com/media/news/press-releases/total-acquires-engie-s-upstream-Ing-business-and-becomes-the-second-largest-global-Ing-player>. Dernière consultation : 2 octobre 2023.
- Lo, C. (2017). « Jumping ship : Danish giants pull out of the oil industry », 16 novembre. <https://www.offshore-technology.com/analysis/jumping-ship-danish-giants-pull-oil-industry/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Domain-b. (2017). « Centrica to sell two of its biggest gas-fired power plants to Czech peer EPH for £318mn », 21 juin. https://www.domain-b.com/industry/power/20170621_power_plants.html. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Rack, Y. (2022). « Energy Firms are Going "Green" by Offloading Dirty Coal Plants », 23 février. <https://www.wired.com/story/europe-coal-plants-green/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Ibid.
- Steitz, C. et Schuetze, A. (2016). « Uniper sets \$4.5 billion listing date as spin-off from E.ON nearly end », 2 septembre. <https://www.reuters.com/article/uk-germany-e-on-ipo-idUKKCN1181FO>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Sky News. (2020). « Climate change CO2 investigation: The top 15 carbon polluters in the UK revealed », 31 décembre. <https://news.sky.com/story/climate-change-investigation-the-top-15-polluters-in-the-uk-revealed-12171349>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Kurmayer, N. (2022). « Berlin to acquire 99% of Uniper as major energy company trades hands », 21 septembre. <https://www.euractiv.com/section/all/news/berlin-to-acquire-99-of-uniper-as-major-energy-company-trades-hands/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Euronews. (2022). « From 100% renewables to greenwashing : Your energy supplier might not be as green as you think », 24 juin. <https://www.euronews.com/green/2022/06/24/from-100-renewables-to-greenwashing-your-energy-supplier-might-not-be-as-green-as-you-thin>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- Le greenwashing ou écoblanchiment désigne la pratique consistant à promouvoir à tort les efforts environnementaux d'une organisation ou à consacrer plus de ressources à la promotion de l'organisation en tant qu'organisation verte qu'à la mise en œuvre effective de pratiques respectueuses de l'environnement. L'écoblanchiment est donc la diffusion d'informations fausses ou trompeuses concernant les stratégies, les objectifs, les motivations et les actions d'une organisation en matière d'environnement. Becker-Olsen, K. et Potucek, S. (n.d.), « Greenwashing ». https://link.springer.com/referenceworkentry/10.1007/978-3-642-28036-8_104. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- EDF Particuliers (2023), « Offre d'électricité verte : Gamme Vert Électrique ». <https://particulier.edf.fr/accueil/electricite-gaz/offres-electricite/offres-marche/electricite-verte.html>. Dernier accès : 26 septembre 2023 ; et Engie. (2023). « Our renewable products », <https://www.engie.co.uk/zero-carbon/renewable-power>. Dernier accès : 26 septembre 2023 ; et Wakim, N. (2019), « Electricité : l'imposture des " offres vertes " », 26 août. https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/08/26/electricite-l-imposture-des-offres-vertes_5502811_3234.html. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Le Figaro avec AFP (2023). « En 2022, la production d'électricité en France a atteint son plus bas niveau depuis trente ans », 16 février. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-production-d-electricite-de-la-france-s-est-effondree-en-2022-20230216>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- E.ON. (2019). « E.ON provides 100% renewable electricity for all 3.3 million customer homes at no extra cost », 9 juillet. <https://www.eonenergy.com/About-eon/media-centre/eon-100-renewable-electricity-customer-homes/>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Parail, V. (2021). « Renewable tariffs in the UK : what makes a tariff green ? », 30 avril. <https://www.baringa.com/contentassets/4f50469066d2475986104088611cd31d/30-april-21-renewable-tariffs-in-the-uk-what-makes-a-tariff-green.pdf>. Dernier accès : 26 septembre 2023.
- Wentworth, A. et Starling, B. (2020). « Renewable energy in Europe : An analysis of how UK energy suppliers use Guarantees of Origin certificates », octobre. <https://www.goodenergy.co.uk/wp-content/uploads/2021/11/an-analysis-of-how-uk-energy-suppliers-use-guarantees-of-origin-certificates.pdf>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
- Bowden, C. (2022), « Everything you need to know about FUEL MIX DISCLOSURES in 2022 », 8 août. <https://www.squeaky.energy/blog/everything-you-need-to-know-about-fuel-mix-disclosure>. Dernier accès : 27 septembre 2023 .
- Lempriere, M. (2020). « British Gas' 100% renewable Green Future tariff faces criticism for REGO "shortcuts" », 29 janvier. <https://www.current-news.co.uk/british-gas-green-future-tariff-offers-100-renewables-but-use-shortcuts/>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
- Lakhani, N. (2023). « Revealed : top carbon offset projects may not cut planet-heating emissions », 19 septembre. <https://www.theguardian.com/environment/2023/sep/19/do-carbon-credit-reduce-emissions-greenhouse-gases>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- Childs, M. et de Zylva, P. (2021). « A dangerous distraction - the offsetting con », 22 octobre. <https://policy.friendsoftheearth.uk/insight/dangerous-distraction-offsetting-con>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- Centrica. (2017). « Centrica announces sale of its remaining wind farm joint venture », 13 janvier. <https://www.centrica.com/media-centre/news/2017/centrica-announces-sale-of-its-remaining-wind-farm-joint-venture/>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
- Morgan, T. (2023). « British Gas is the UK's largest domestic energy firm, supplying around a quarter of homes in Great Britain with gas. But is the biggest also the best? », 26 juin. <https://www.which.co.uk/reviews/energy-companies/article/energy-company-reviews/british-gas-axmgQ2ToWL5v>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
- L'énergie nucléaire produit des déchets radioactifs qui peuvent rester dangereux pour l'homme et l'environnement pendant des milliers d'années. Elle est également liée aux armes nucléaires et à l'exploitation controversée de l'uranium.
- Les grandes centrales hydroélectriques produisent beaucoup de méthane, qui est le deuxième gaz à effet de serre contribuant le plus au changement climatique, après le dioxyde de carbone. L'hydroélectricité à grande échelle tend à détruire les grands écosystèmes, à déplacer les populations et les animaux, à provoquer l'érosion des côtes et à entraîner une perte de biodiversité. Source : Sierraclub. (n.d.) « The issues of Large Scale Hydropower ». <https://www.sierraclub.org/sites/www.sierraclub.org/files/sce/massachusetts-chapter/Large%20Scale%20Hydropower%20One%20Pager.pdf>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
- Lorsqu'elle est exploitée à grande échelle, la biomasse à base de bois est à l'origine d'une déforestation massive dans le monde entier. La biomasse agricole tend à provoquer la déforestation, la dégradation des sols, la pollution de l'eau et une perte de biodiversité. Elle peut également entrer en concurrence avec la production alimentaire, en particulier si des monocultures à grande échelle sont utilisées pour produire des biocarburants.
- Indépendamment de ce qui est brûlé (déchets municipaux solides mélangés, plastique, produits issus du « recyclage chimique »), l'incinération des déchets crée et/ou libère des produits chimiques et des polluants nocifs, y compris des polluants atmosphériques tels que les particules, qui provoquent des maladies pulmonaires et cardiaques. Rosenberg, D., Singla, V. et Hoover, D. (2021).

- « Burned : Why Waste Incineration Is Harmful », 19 juillet. <https://www.nrdc.org/bio/daniel-rosenberg/burned-why-waste-incineration-harmful>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
40. NextEra Energy. (n.d.). « Reducing emissions with a cleaner fleet ». <https://www.nexteraenergy.com/sustainability/environment/air-water.html>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
41. Ibid.
42. GIEC. (2014). « Climate Change 2014 Synthesis Report ». https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full.pdf. Dernier accès : 27 septembre 2023.
43. Urbina, I. (2016). « Piles of Dirty Secrets Behind a Model "Clean Coal" Project », 5 juillet. <https://www.nytimes.com/2016/07/05/science/kemper-coal-mississippi.html>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
44. Ibid.
45. Kelly, S. (2018). « How America's clean coal dream unravelled », 2 mars. <https://www.theguardian.com/environment/2018/mar/02/clean-coal-america-kemper-power-plant>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
46. Fehrenbacher, K. (2017). « Carbon Capture Suffers a Huge Setback as Kemper Plant Suspends Work », 29 juillet. <https://www.greentechmedia.com/articles/read/carbon-capture-suffers-a-huge-setback-as-kemper-plant-suspends-work>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
47. Pandey, K. (2023). « As renewable sector grows, need for regulating it comes to the fore », 20 avril. <https://india.mongabay.com/2023/04/as-renewable-sector-grows-need-for-regulating-it-comes-to-the-fore/>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
48. Adani Green Energy. (n.d.). « About Green Energy » <https://www.adanigreenenergy.com/about-us>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
49. AIE. (2013). « Renewables Obligation Plan », 14 mars. <https://www.iea.org/policies/3485-renewables-obligation-plan>. Dernier accès : 5 octobre 2023.
50. Ofgem (2019). « Guidance for generators that receive or would like to receive support under the Renewables Obligation (RO) scheme ». https://www.ofgem.gov.uk/sites/default/files/docs/2019/04/ro_generator_guidance_apr19.pdf (p. 69). Dernier accès : 10 octobre 2023.
- L'éolien offshore reçoit deux Renewables Obligation Certificates (ROC) par MWh. Ainsi, lorsque le prix du MW est de 90 £ et que le prix d'un ROC est de 43 £ (en fonction de la date d'émission), un parc éolien offshore peut gagner 90 £ plus 2 x 43 £, soit 174 £, c'est-à-dire un peu moins du double. Selon le portail britannique TheGreenAge, la valeur des ROC est restée relativement stable, juste au-dessus du prix de rachat, et se situe actuellement autour de 43 £ par MW, en partie parce que le gouvernement veille à ce qu'il y ait toujours une demande de ROC en créant une demande excédentaire artificielle de 10 % (voir : The Greenage. (n.d.). « Renewables Obligation ». <https://www.thegreenage.co.uk/tech/renewables-obligation/>. Dernier accès : 26 octobre 2023.). Ainsi, lorsque le prix par MW est de 43 £, le même producteur d'énergie éolienne offshore recevrait pour 2 ROCs, soit 2x43 £, un total de 129 £ par MW, soit le triple du revenu par MW d'un producteur d'énergies fossiles.
51. Le régime d'obligation en matière d'énergies renouvelables a été fermé aux nouvelles capacités de production le 1er avril 2017, mais comme la plupart des ROC ont été émis pour 20 ans, ce régime de subvention bénéficiera aux producteurs d'énergies renouvelables jusqu'en 2037. Pour plus d'informations, voir : Ofgem. (2019). « Guidance for generators that receive or would like to receive support under the Renewables Obligation (RO) scheme », avril. https://www.ofgem.gov.uk/sites/default/files/docs/2019/04/ro_generator_guidance_apr19.pdf (p. 54). Dernier accès : 5 octobre 2023.
52. Reliable Plant. (n.d.) « London Array, the world's largest windfarm, gets go-ahead ». <https://www.reliableplant.com/Read/17607/london-array,-world%27s-largest-windfarm,-gets-go-ahead>. Dernier accès : 5 octobre 2023.
53. Renewable Energy (2009). « London Array Offshore Wind Farm, Thames Estuary », juillet. <https://www.renewable-technology.com/projects/london-array-offshore-wind-farm-uk/>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
54. Renewable Energy Foundation (2021) "Offshore Wind Subsidies per MWh Generated Continue to Rise", 1er août. <https://ref.org.uk/ref-blog/370-offshore-wind-subsidies-per-mwh-generated-continue-to-rise>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
55. New York Times.(2010). « Reaping the Whirlwind ? Europe's Big Wind Subsidy Race », 24 février. <https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/cwire/2010/02/24/climatewire-reaping-the-whirlwind-europes-big-wind-subsidi-80468.html>. Dernier accès : 27 septembre 2023.
56. FuturePolicy. (n.d.). « The German Feed-in Tariff ». <https://www.futurepolicy.org/climate-stability/renewable-energies/the-german-feed-in-tariff/>. Dernier accès : 5 octobre 2023.
57. Wacket, M. (2021). « Germany to slash renewable power fees to ease burden of higher energy bills », 15 octobre. <https://www.euronews.com/green/2021/10/15/germany-to-slash-renewable-power-fees-to-ease-burden-of-higher-energy-bills>. Dernier accès : 2 octobre 2023.
58. Moerenhout, T., Liebert, T. et Beaton, C. (2012). « Assessing the Cost-Effectiveness of Renewable Energy Deployment Subsidies : Onshore wind power in Germany and China », mars. <https://www.iisd.org/system/files/publications/assessing-cost-effectiveness-onshore-wind-power-germany-china.pdf>. Dernier accès : 5 octobre 2023.
59. Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires & Ministère de la Transition énergétique (2022), « Objectifs des dispositifs de soutien aux énergies renouvelables », 20 septembre. <https://www.ecologie.gouv.fr/dispositifs-soutien-aux-energies-renouvelables>. Dernier accès : 3 octobre 2023 ; et Éoliennes en mer Dieppe et Le Tréport. (n.d.), « Un appel d'offres pour atteindre les objectifs de l'Etat en énergies renouvelables et énergies marines renouvelables ». https://cpdp.debatpublic.fr/cdpd-eolienmer-pdlit/sites/debat.eolienmer_pdlit/files/documents/eolienmerpdlit_-_fiche_c-lappel_doffres_de_letat.pdf. Dernier accès : 3 octobre 2023.
60. The Local. (2020). « Chômage partiel : What you need to know about France's crisis unemployment scheme », 30 avril. <https://www.thelocal.fr/20200430/chomage-partiel-how-to-access-temporary-unemployment-in-france>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; Maillard, C. (2020). « Comment Engie prépare le déconfinement », 24 avril. <https://www.usinenouvelle.com/editorial/comment-engie-prepare-le-deconfinement.N956981>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et Petitjean, O. et Combes, M. (2020) « Corporate Welfare in a Time of Pandemic », 14 décembre. <https://www.rosalux.eu/en/article/1848.corporate-welfare-in-a-time-of-pandemic.html>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
61. Sweeney, S., Treat, J. et Chavez, D. (2021). « Energy Transition or Energy Expansion », 22 octobre. <https://www.tni.org/en/publication/energy-transition-or-energy-expansion> pg. 30. Dernier accès : 9 octobre 2023.
62. Steinfert, L. et Angel, J. (2023). « Energy Transition Mythbusters », 21 septembre. <https://www.tni.org/en/publication/energy-transition-mythbusters>. Dernier accès : 9 octobre 2023. Voir en particulier le mythe n° 1 - Le secteur privé est le moteur d'une transition rapide vers les énergies renouvelables et le mythe n° 2 - Les marchés libres sont la meilleure voie vers un système énergétique à faible émission de carbone.
63. Voir le profil de Tesla, Subsidy Tracker indique à lui seul 2,5 milliards de dollars US de subventions, source : Good Jobs First. (n.d.). « Subsidy Tracker Parent Company Summary ». <https://subsidytracker.goodjobsfirst.org/parent/tesla-inc>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
64. IRENA. (2013). « 30 Years of Policies for Wind Energy: Lessons from 12 Wind Energy Markets », janvier. <https://www.irena.org/publications/2013/Jan/30-Years-of-Policies-for-Wind-Energy-Lessons-from-12-Wind-Energy-Markets>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
65. Marketwire (2023). « Ørsted isn't worried about inflation, expects US tax reductions », 3 mai. <https://energywatch.com/EnergyNews/Utilities/article15743265.ece>. Dernier accès : 2 octobre 2023.
66. Yueqi, Z. (2023). « Evolution of Solar Photovoltaic Policies and Industry in China ». <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1755-1315/651/2/022050/pdf>. Dernier accès : 13 octobre 2023.
67. Reuters. (2012). « China ups 2012 solar industry subsidies to \$2.1 bln », 12 décembre. <https://www.reuters.com/article/china-solar-subsidies-idUKL4N09M4O720121212>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
68. Johansen, K. (2021). « Wind Energy in Denmark : A Short History », mai. https://www.researchgate.net/publication/351255314_Wind_Energy_in_Denmark_A_Short_History_History. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et Moerenhout, T, Liebert, T, et Beaton, C. (2012). « Assessing the Cost-Effectiveness of Renewable Energy Deployment Subsidies : Onshore wind power in Germany and China », mars. <https://www.iisd.org/system/files/publications/assessing-cost-effectiveness-onshore-wind-power-germany-china.pdf>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
69. Subsidy Tracker. (n.d.). « Siemens Company Profile ». <https://subsidytracker.goodjobsfirst.org/parent/siemens-energy>. Dernier accès : 13 octobre 2023 ; et Carus, F. (2011). Wind Rush : Europeans Take The Credit », 17 novembre. <https://breakingenergy.com/2011/11/17/wind-rush-europeans-take-the-credit/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
70. Adani Green (2022). « Integrated Annual Report 2021-22 ». <https://www.adanigreenenergy.com/-/media/Project/GreenEnergy/Investor-Downloads/Annual-Reports/FY22.pdf>. Dernière consultation : 28 septembre 2023.
71. Ganter, T. (2017). « Wind Industry Titan Soaks Up Billions in Tax Subsidies », 21 avril. <https://www.michiganapitolconfidential.com/wind-industry-titan-soaks-up-billions-in-tax-subsidies>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
72. Subsidy Tracker. (n.d.). « NextEra Energy Parent Company Summary ». <https://subsidytracker.goodjobsfirst.org/parent/nextera-energy>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
73. ADV Ratings (n.d.). « World's Top Asset Management Firms ». <https://www.advratings.com/top-asset-management-firms>. Dernier accès : 26 octobre 2023.
74. BlackRocksBigProblem. (n.d.). « BlackRock invests in climate destruction ». <https://blackrocksbigproblem.com/>. Dernier accès : 28 septembre 2023 ; Daniel, W. (2022). « BlackRock says throw out your old investment playbook, we're headed for a "new regime of greater macro and market volatility" », 9 décembre. <https://fortune.com/2022/12/09/how-bad-economy-next-year-blackrock-2023-economic-outlook-new-regime-investment-playbook/>. Dernier accès : 28 septembre 2023 ; Daniel, W. (2022).

- « BlackRock says throw out your old investment playbook, we're headed for a "new regime of greater macro and market volatility" », 9 décembre. <https://fortune.com/2022/12/09/how-bad-economy-next-year-blackrock-2023-economic-outlook-new-regime-investment-playbook/>. Dernier accès : 30 octobre 2023.
75. Sur la base premiers projets de profils d'entreprises réalisés en 2021 pour cette recherche.
76. Sorkin, A. et al. (2023). « Is E.S.G. Falling Out of Favor », 24 octobre. <https://www.nytimes.com/2023/10/24/business/dealbook/esg-big-oil-deals.html>. Dernier accès : 30 octobre 2023.
77. Fichtner, J., Heemskerck, E. et Garcia-Bernardo, J. (2017). « Hidden power of the Big Three ? Passive index funds, re-concentration of corporate ownership, and new financial risk », 25 avril. <https://www.cambridge.org/core/journals/business-and-politics/article/hidden-power-of-the-big-three-passive-index-funds-reconcentration-of-corporate-ownership-and-new-financial-risk/30AD689509AAD62F5B677E916C28C4B6>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
78. Woodside, J. (2021). « Canadian banks are loaning Enbridge over \$1B with questionable sustainability requirements », 27 septembre. <https://www.thestar.com/news/canada/2021/09/27/canadian-banks-are-loaning-enbridge-over-1b-with-questionable-sustainability-requirements.html>. Dernière consultation : 28 septembre 2023.
79. Ibid.
80. Houska, T. (2021). « Enbridge's Greenwashing Will Not Stand », 8 mars. <https://stopthemoneypipeline.com/enbridges-greenwashing-will-not-stand>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
81. Companies Market Cap (2023). « Adani Green Energy ». <https://companiesmarketcap.com/adani-green-energy/marketcap>. Dernier accès : 2 octobre 2023.
82. BE Staff. (2023). « Most Adani stocks drop as rebuttal draws Hindenburg response », 31 janvier. <https://energy.economictimes.indiatimes.com/news/renewable/most-adani-stocks-drop-as-rebuttal-draws-hindenburg-response/97480292?redirect=1>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
83. Murdoch, A. (2023). « Why do investors care little of Adani's weak governance ? », 12 septembre. <https://capitalmonitor.ai/opinion/why-do-investors-care-little-of-adanis-weak-governance/>. Dernier accès : 4 octobre 2023.
84. White, S. et Cornish, C. (2023). « Total signs first big deal with Adani since short seller attack », 20 septembre. <https://www.ft.com/content/84b09eb2-caca-49a3-802c-odd760310c91>. Dernier accès : 4 octobre 2023.
85. CNMC. (2015). « RESOLUCIÓN DEL PROCEDIMIENTO SANCIONADOR INCOADO A IBERDROLA GENERACIÓN, S.A.U. POR MANIPULACIÓN FRAUDULENTE TENDENTE A ALTERAR EL PRECIO DE LA ENERGÍA MEDIANTE EL INCREMENTO DE LAS OFERTAS DE LAS UNIDADES DE GESTIÓN HIDRÁULICA DE DUERO, SIL Y TAJO ». 24 novembre. <https://www.cnmc.es/file/125226/download>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
86. Ibid.
87. Page, D. et Arranz, R. (2019). « The judges stop the "fine" against Naturgy for altering the price of electricity but force Endesa to pay now », 4 octobre. <https://www.elindependiente.com/economia/2019/10/04/los-jueces-paran-el-multazo-a-naturgy-por-alterar-el-precio-de-la-luz-pero-obligan-a-pagar-ya-a-endsa/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
88. Ibid.
89. Manchado, S. (2021). « La "falsa sequía" de Valdecañas : Iberdrola exprime el embalse y deja sin agua a los municipios del entorno », 13 août. https://www.eldiario.es/extremadura/sociedad/falsa-sequia-valdecanas-iberdrola-exprime-embalse-deja-agua-municipios-entorno_1_8216093.html. Dernier accès : 28 septembre 2023.
90. Binnie, I. (2021). « Spain probes Iberdrola's use of reservoir water », 19 août. <https://www.reuters.com/world/europe/spain-probes-iberdrolas-use-reservoir-water-2021-08-19/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
91. Ibid.
92. Burgen, S. (2021). « Spain launches inquiry after dams drained for profit during drought », 15 août. <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/15/spain-launches-inquiry-after-dams-drained-for-profit-amid-heatwave>. Dernier accès : 19 octobre 2023.
93. King, B. (2023). « Why are BP, Shell, and other oil giants making so much money right now ? », 12 février. <https://www.bbc.co.uk/news/business-64583982>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
94. Pour plus d'informations, voir les profils d'Endesa, de Southern et de British Gas.
95. Gallizzi, B. (2023). « British Gas price changes in 2023 », 25 mai. <https://www.uswitch.com/gas-electricity/guides/british-gas-price-changes/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
96. Prynne, J. et Bond, D. (2023). « British Gas owner Centrica sparks fury after posting record £3.3bn profit », 17 février. <https://www.standard.co.uk/news/uk/british-gas-profit-centrica-b1060728.html>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
97. Strop, J. (2022). « Zelfs zonder energiecrisis verdienen deze windboeren extreem veel - met hulp van de belastingbetaler », 10 septembre. <https://www.ftm.nl/artikelen/de-excessieve-winst-van-windpark-fryslan?share=EF%2FwM1wAdojshM6vsZt3PKIVsU95E%2Bkq%2FC54cSpKbvtolmdw3SpAD75qa4Ozzg%3D%3D>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
98. Steinfors, L. (2023), Chapitre 8 dans Rodenburg, H., Bruning, K. et Thijssen, N. (eds.). Er is wél een alternatief. Amsterdam : Ambo Anthos. <https://www.amboanthos.nl/boek/er-is-wel-eeen-alternatief/>. Dernier accès : 13 octobre 2023.
99. Le Revenu (2023). « Gaz et renouvelables dopent Engie en 2022, mais son bénéfice net est quasi annulé par de lourdes charges », 21 février. <https://www.lerevenu.com/bourse/gaz-et-renouvelables-dopent-engie-en-2022-mais-son-benefice-net-est-quasi-annule-par-de>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
100. Atlas de la justice environnementale (2023). « Adani's solar power plant taking land away from farmers, Rajasthan, India », 16 janvier. <https://ejatlas.org/conflict/adanis-solar-power-plant-taking-land-away-from-farmers-rajasthan-india>. Dernier accès : 4 octobre 2023 ; et Paliwal, A. (2022). « 'It was a set-up, we were fooled' : the coal mine that eat an Indian village' », 20 décembre. <https://www.theguardian.com/environment/2022/dec/20/india-adani-coal-mine-kete-hasdeo-arand-forest-displaced-villages>. Dernier accès : 4 octobre 2023 ; et Zaffar, H. (2023). « Adani's solar power plant taking land away farmers, Rajasthan, India », 16 janvier : 4 octobre 2023 ; et Zaffar, H. (2023). « India's Hydropower Zeal is Met With Fierce Resistance on the Ground », 5 août. <https://www.fairplanet.org/editors-pick/india-hydropower-electricity-human-rights-protest/>. Dernier accès : 4 octobre 2023.
101. Jayaraman, N. (2020). « Large-scale solar can give India a sunburn », 17 août. <https://carboncopy.info/kamuthi-large-scale-solar-power-adani-green-energy-tamil-nadu-coal-transition-impact/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
102. Ibid.
103. Greenpeace. (2018). « Dangerous Pipelines: Enbridge's History of Spills Threatens Minnesota Waters », 14 novembre. <https://www.greenpeace.org/usa/reports/dangerous-pipelines/>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
104. Mueller-Hsia, K. (2021) 'How an Oil Company Pays Police to Target Pipeline Protesters', 7 octobre. <https://www.brennancenter.org/our-work/analysis-opinion/how-oil-company-pays-police-target-pipeline-protesters> Last accessed: 28 September 2023; and Brown, A. (2017) 'Policing the Pipeline', 12 août. <https://theintercept.com/series/policing-the-pipeline/> Dernier accès : 28 septembre 2023.
105. Voir le profil consacré à Enbridge pour plus de détails.
106. Telesur (2011). « Honduras indigenous affected by a wind farm », 8 septembre. <https://www.youtube.com/watch?v=jBHQHi8CKbg>. Dernier accès : 28 septembre 2023.
107. Peace Brigades International (2014). « Wind Farms and Concerns about Human Rights Violations in Oaxaca », 14 mars 2014. https://pbi-mexico.org/fileadmin/user_files/projects/mexico/images/News/1403BriefingWindFarmsPBI.pdf. Dernier accès : 28 septembre 2023.
108. Observatorio de Multinationales en América Latina (2018). « The Wind Farm Corridor on the EDF ACCIONA Isthmus of Tehuantepec », octobre. https://multinationales.org/IMG/pdf/enco_iberdrola_def.pdf. Dernier accès : 28 septembre 2023.
109. Barbesgaard, M. et Withmore, A. (2022). « Smoke and Minerals : How the mining industry plans to profit from the energy transition », juin. https://www.tni.org/files/publication-downloads/smoke_and_minerals_web.pdf. Dernier accès : 19 octobre 2023.
110. Kelly, A. (2019). « Apple and Google named in US lawsuit over Congolese child cobalt mining deaths », 16 décembre. <https://www.theguardian.com/global-development/2019/dec/16/apple-and-google-named-in-us-lawsuit-over-congolese-child-cobalt-mining-deaths>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Kiezebring, V., Wilde-Ramsing, J. et Kate, G. (2018). « Human rights in wind turbine supply chains », 19 janvier. <https://www.somo.nl/nl/human-rights-wind-turbine-supply-chains/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Wilde-Ramsing, J. et Olivier de Leth, D. (2019). « Human Rights in Wind Turbine Supply Chains Update 2019 », 23 novembre. <https://www.somo.nl/human-rights-in-wind-turbine-supply-chains-update-2019/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
111. The Nation. (1997). « Protest Camp at Voisey's Bay », 29 août. <http://www.nationnewsarchives.ca/article/protest-camp-at-voiseys-bay/>. Dernier accès : 29 septembre 2023
112. Atlas de la justice environnementale. (2018). «Local residents, conservation groups, and the Osage Nation organized the Protect Osage Coalition to oppose the construction of the wind park owned by ENEL ». <https://ejatlas.org/conflict/osage-wind-project-usa>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
113. Dity, S. (2015). « Osage community members petition ON government for action on wind turbines », 2 septembre. <https://osagenews.org/osage-community-members-petition-on-government-for-action-on-wind-turbines/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
114. Sherriff, L. (2019), « Saving Oklahoma's prairies, a vital weapon against climate change », 30 novembre. <https://www.nbcnews.com/news/us-news/saving-oklahoma-s-prairies-vital-weapon-against-climate-change-n1092371>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
115. Red Corn, L. (2022). « Judge rules Enel must produce financial profitability of wind farm », 11 février. <https://osagenews.org/judge-rules-enel-must-produce-financial-profitability-of-wind-farm/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.

116. Maughan, T. (2015). « The dystopian lake filled by the world's tech lust », 2 avril. <https://www.bbc.com/future/article/20150402-the-worst-place-on-earth>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
117. Kiezebring, V., Wilde-Ramsing, J. et Kate, G. (2018). « Human rights in wind turbine supply chains », 19 janvier. <https://www.somo.nl/nl/human-rights-wind-turbine-supply-chains/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
118. Voir les profils des entreprises Adani Green, EDF, Enbridge, ENDESA, Engie, Iberdrola, JinkoSolar, NextEra, Orsted, Siemens Gamesa, Southern, Tesla et Vattenfall.
119. Morton, A. (2022). « Evidence grows of forced labour and slavery in production of solar panels, wind turbines », 28 novembre. <https://www.theguardian.com/environment/2022/nov/29/evidence-grows-of-forced-labour-and-slavery-in-production-of-solar-panels-wind-turbines>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et Clean Energy Council. (2022). « ADDRESSING MODERN SLAVERY IN THE CLEAN ENERGY SECTOR », novembre. <https://assets.cleanenergycouncil.org.au/documents/resources/reports/Addressing-Modern-Slavery-in-the-Clean-Energy-Sector.pdf>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et Gordon, O. (2023). « The antidote for modern slavery in the renewables supply chain », 14 juin. <https://www.energymonitor.ai/just-transition/the-antidote-for-modern-slavery-in-the-renewables-supply-chain>. Dernier accès : 13 octobre 2023.
120. Davidson, B. (2023). « Labour on the leading edge : A critical review of labour rights and standards in renewable energy », mars. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629622004315>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
121. Atlas de la justice environnementale. (2019). « Parc solaire Villanueva dans le désert de Viesca (754 MW, PV) - Coahuila, Mexique ». <https://ejatlas.org/conflict/solar-park-villanueva-in-the-desert-of-viesca-754-mw-pv-coahuila-mexico>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
122. Campos, O. (2018). « Tras protestas, inauguración en Viesca primer parque solar », 22 mars. <https://www.sdnoticias.com/local/coahuila/inauguran-protestas-parque-primer-viesca.html>. Dernier accès : 2 octobre 2023.
123. Kaminsha, I. (2021). « Is solar manufacturing a highly automated business ? », 18 mai. <https://www.ft.com/content/8614fdca-dd80-4d1f-8b01-8d9c9538ac69>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
124. Murphy, L. et Elima, N. (2021). « In Broad Daylight : Uyghur Forced Labour and Global Solar Supply Chains », mai. <https://www.shu.ac.uk/helena-kennedy-centre-international-justice/research-and-projects/all-projects/in-broad-daylight>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
125. UFICT-CGT (2019). « LE SOLEIL BRILLE POUR LA CGT D'EDF RENOUVELABLES ! », 9 avril. <https://ufictfme.fr/le-soleil-brille-pour-la-cgt-dedf-renouvelables/>. Dernière consultation : 29 septembre 2023.
126. Ibid.
127. Stumpf, R. (2019). « Tesla Has 2 Times as Many OSHA Violations and the 10 Largest US Plants Combined », 29 mai. <https://www.thedrive.com/news/26727/tesla-had-3-times-as-many-osha-violations-as-the-10-largest-us-plants-combined>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
128. Ewing, J. et Scheiber, N. (2023). « Tesla Fired Buffalo Workers Seeking to Organize, Union Says », 16 février. <https://www.nytimes.com/2023/02/16/business/tesla-buffalo-union.html>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
129. Sainato, M. (2023). « Tesla fires more than 30 workers after union drive announcement », 17 février. <https://www.theguardian.com/technology/2023/feb/17/tesla-fires-workers-union-buffalo>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
130. Scheiber, N. « Tesla and Musk Lose Ruling on Factory Union Issues », 31 mars. <https://www.nytimes.com/2023/03/31/business/tesla-union-musk-twitter.html>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
131. CSI. (n.d.) « Green & Decent Jobs ». https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/greendecentjobs_madesimple.pdf. Dernier accès : 9 octobre 2023.
132. EDF Renewables. (n.d.). « Corporate Purchasers ». <https://www.edf-renouvelables.com/en/corporate-purchasers/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
133. Par exemple : EDF renouvelables. (2018), « EDF Renouvelables signe un contrat de vente d'électricité pour un projet éolien de plus de 200 MW au Canada », 18 décembre. <https://www.edf-renouvelables.com/edf-renouvelables-signe-un-contrat-de-vente-delectricite-pour-un-projet-eolien-de-plus-de-200-mw-au-canada/>. Dernier accès : 5 octobre 2023.
134. Iberdrola. (2020). « Iberdrola, spearheading PPAs », 21 décembre. <https://www.iberdrola.com/press-room/news/detail/iberdrola-spearheading-ppas>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
135. Iberdrola. (2022). « Iberdrola leads success in UK's largest offshore wind auction: 7,000 MW with €22.5 billion investment », 16 janvier. <https://www.iberdrola.com/press-room/news/detail/iberdrola-leads-success-uk-offshore-wind-auction>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
136. Clarke, L. (2020). « Big Tech's carbon problem », 26 novembre. <https://www.newstatesman.com/spotlight/2020/11/big-techs-carbon-problem>. Dernier accès : 19 octobre 2023 ; et AIE. (n.d.). « Fossil Fuels ». <https://www.iea.org/energy-system/fossil-fuels>. Dernier accès : 19 octobre 2023.
137. Martina, M. (2021). « U.S. senator slams Apple, Amazon, Nike, for enabling forced labor in China », 10 juin. <https://www.reuters.com/business/retail-consumer/us-senator-slams-apple-amazon-nike-enabling-forced-labor-china-2021-06-10/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Guzman, C. (2022). « Meta's Facebook Algorithms "Proactively" Promoted Violence Against the Rohingya, New Amnesty International Report Asserts », 28 septembre. <https://time.com/6217730/myanmar-meta-rohingya-facebook/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Amnesty International. (2021). « UK : Landmark ruling forces Shell to face up to its abuses in Nigeria », 12 février. <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/02/uk-landmark-ruling-forces-shell-to-face-up-to-its-abuses-in-nigeria/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et News Wires. (2023). « Ugandans sue TotalEnergies in France for reparations over "human rights violations" », 27 juin. <https://www.france24.com/en/africa/20230627-ugandans-sue-totalenergies-in-france-for-reparations-over-human-rights-violations>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
138. Lorsque la production d'électricité renouvelable est excédentaire, soit parce que la demande est faible, soit parce que le réseau ne peut pas absorber l'augmentation de la production renouvelable, un contrat d'achat d'électricité oblige le gouvernement à continuer à payer le prix le plus élevé, même si l'électricité est gaspillée.
139. Ecohz. (2023). « PPAs explained : what you should know about Power Purchase Agreements », 9 février. <https://www.ecohz.com/blog/understanding-ppas-what-you-should-know-about-power-purchase-agreements>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
140. Iberdrola. (2023). « We announce a partnership with Amazon to accelerate a cleaner, smarter energy system », 29 mars. <https://www.iberdrola.com/press-room/news/detail/we-announce-a-partnership-with-amazon-to-accelerate-a-cleaner-smarter-energy-system>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
141. Pisani, J. (2019). « Amazon's growing ties to oil industry irks some employees », 11 avril. <https://apnews.com/article/96cebo345d6044758ba36a61e1ffe84d>. Dernière consultation : 29 septembre 2023.
142. Ethical Consumer. (2023). « Boycott Amazon », 28 juillet. <https://www.ethicalconsumer.org/ethicalcampaigns/boycott-amazon>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
143. Voir les profils des entreprises Adani Green, EDF, Engie et Iberdrola.
144. Lane, C. (2022). « Alabama allows largest utility to increase "solar tax" – guts state solar industry », 22 février. <https://www.solarreviews.com/blog/alabama-power-solar-charge>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
145. Ibid.
146. Tait, D. (2018). « Alabama Power blocks competition, limits solar growth with "unfair taxes" », 23 mai. https://www.al.com/opinion/2018/05/alabama_power_blocks_competiti.html. Dernier accès : 29 septembre 2023.
147. Pillion, D. (2021). « Alabama last among Southern states in solar power, but change could be on the horizon », 28 juin. <https://www.al.com/news/2021/06/alabama-last-among-southern-states-in-solar-power-but-change-could-be-on-the-horizon.html>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
148. Next Era Energy. (2023). « NextEra Energy is once again recognized as No. 1 in its industry on Fortune's list of "World's Most Admired Companies" », 2 février. <https://www.investor.nexteraenergy.com/news-and-events/news-releases/2023/02-02-2023-200519774>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
149. Norman, H. (2016). « The Not-So-Smart Solar Amendment », 20 octobre. <https://www.sierraclub.org/sierra/2016-5-september-october/green-life/not-so-smart-solar-amendment>. Dernier accès : 26 octobre 2023 ; et Energy and Policy Institute (2015). « Special Interests Behind Anti-Solar Ballot Initiative Consumers for Smart Solar », 16 novembre. <https://energyandpolicy.org/special-interests-behind-anti-solar-ballot-initiative-consumers-for-smart-solar/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Kasper, M. (2016). « Utility Funded Consumers for Smart Solar Ballot Approved by Florida Supreme Court », 1 avril. <https://www.energyandpolicy.org/utility-funded-consumers-for-solar-choice-ballot-approved-by-florida-supreme-court/>. Dernier accès : 17 octobre 2023 ; et Kasper, M. (2016). « Utility Funded Consumers for Smart Solar Ballot Approved by Florida Supreme Court », 1 avril. <https://www.energyandpolicy.org/utility-funded-consumers-for-solar-choice-ballot-approved-by-florida-supreme-court/>. Dernier accès : 17 octobre 2023.
150. Klas, M.E. (2017). « FPL wrote portions of bill that imposes requirements on solar », 6 avril. <https://www.tampabay.com/news/politics/stateroundup/fpl-wrote-portions-of-bill-that-imposes-requirements-on-solar/2319339/>. Dernier accès : 17 octobre 2023.
151. Energy and Policy Institute. (2015). « Special Interests Behind Anti-Solar Ballot Initiative Consumers for Smart Solar », 16 novembre. <https://energyandpolicy.org/special-interests-behind-anti-solar-ballot-initiative-consumers-for-smart-solar/>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
152. Ariza, M., Green, M. et Sentinel, O. (2022). « Leaked : US power companies secretly spending millions to protect profits and fight clean energy », 27 juillet. <https://www.theguardian.com/environment/2022/jul/27/leaked-us-leaked-power-companies-spending-profits-stop-clean-energy>. Dernier accès : 29 septembre 2023.

153. Telecom. (2015). « Engie buys SolaireDirect for €200 million », 2 juillet. <https://www.agenceecofin.com/electricity/0207-30282-engie-buys-solairedirect-for-200-million> Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Deduleasa, A. (2017). « Engie buys wind and solar developer La Compagnie du Vent », 6 avril. <https://www.rechargenews.com/wind/engie-buys-wind-and-solar-developer-la-compagnie-du-vent/2-1-65074>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
154. Ni La Compagnie du Vent ni Soldairedirect n'étaient des entreprises intégrées et multi-énergies comme Engie ou Total, mais elles se concentraient uniquement sur l'énergie éolienne et solaire respectivement. C'est le cas de nombreuses entreprises du secteur des énergies renouvelables rachetées par de plus grandes sociétés. Voir pour un autre exemple, l'histoire de l'acquisition de la société d'énergie solaire Nexcis par EDF : Riondé, E. (2015). « Énergie solaire : pourquoi EDF laisse-t-elle tomber sa filiale Nexcis et son invention prometteuse ? », 10 juillet. <https://multinationales.org/fr/actualites/energie-solaire-pourquoi-edf-laisse-t-elle-tomber-sa-filiale-nexcis-et-son>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
155. Knaebel, R. (2014). « France, Allemagne : quand transition énergétique rime avec reconquête du service public », 9 octobre. <https://multinationales.org/fr/enquetes/l-avenir-des-services-publics/france-allemande-quand-transition-energetique-rime-avec-reconquete-du-service>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
156. Huter, M. et al. (2018). « Revolving Doors and the Fossil Fuel Industry : Time to tackle conflicts of interest in climate policy-making », mai. https://www.greens-efa.eu/files/assets/docs/report_of_revolving_doors_digital_-min.pdf. Dernier accès : 29 septembre 2023.
157. Bychawski, A. (2022). « Fears ex-BP and British Gas bosses could "sway" government energy policy », 26 août. <https://www.opendemocracy.net/en/ofgem-energy-price-cap-revolving-door-bills-government-oil-bp/>. Dernier accès : 29 septembre 2023 ; et Carrington, D. (2011). « Energy companies have lent more than 50 staff to government departments », 5 décembre. <https://www.theguardian.com/business/2011/dec/05/energy-companies-lend-staff-government>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
158. Bala, S. (2023). « Adani's fall reignites scrutiny of billionaire's close ties with Modi », 16 février. <https://www.nbcnews.com/news/world/adanis-fall-reignites-scrutiny-billionaires-close-ties-modi-rcna70943>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
159. Disclose (2021). « Total, Engie et EDF noyautent le lobby des énergies renouvelables », 2 novembre. <https://disclose.ngo/fr/article/total-engie-et-edf-noyautent-le-lobby-des-energies-renouvelables>. Dernière consultation : 29 septembre 2023.
160. Ibid ; et Souchay, G. (2022). « Le gouvernement met le paquet sur les renouvelables... et sacrifie la nature », 26 septembre. <https://reporterre.net/Le-gouvernement-met-le-paquet-sur-les-renouvelables-et-sacrifie-la-nature>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
161. CNMC. (2022). « La CNMC multa con 4,9 millones a Enel Green por abusar de su posición de dominio en dos nudos de acceso a la red de transporte de energía eléctrica », 14 juin. <https://www.cnmc.es/prensa/sancionador-enel-20220614>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
162. TNI. (n.d.). « Investment Protection ». <https://www.tni.org/en/topic/investment-protection>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
163. Public Citizen. (2021). « Vattenfall vs. Germany I : Coal-fired electric plant », avril. <https://www.isds.bilaterals.org/vattenfall-vs-germany-i-coal-fired>. Dernier accès : 29 septembre 2023.
164. Ibid.
165. Páez-Salgado, D. et Smith, H. (2021). « A Battle on Two Fronts : Vattenfall v. Federal Republic of Germany », 18 février. <http://arbitrationblog.kluwerarbitration.com/2021/02/18/a-battle-on-two-fronts-vattenfall-v-federal-republic-of-germany/>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
166. Parnell, J. (2021). « Germany Settles Nuclear Phaseout Legal Disputes for \$2.9B », 5 mars. <https://www.greentechmedia.com/articles/read/germany-settles-nuclear-phase-out-legal-disputes-for-2.9b>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et DW. (2020). « Vattenfall wins case against German nuclear phaseout », 11 décembre. <https://www.dw.com/en/vattenfall-wins-case-against-german-nuclear-phaseout/a-55572736>. Dernier accès : 9 octobre 2023 ; et Banque mondiale. (2021). « International Centre for Settlement of Investment Disputes Arbitration Filing », 9 novembre. http://icsidfiles.worldbank.org/icsid/ICSIDBLOBS/OnlineAwards/C2220/DS16921_En.pdf. Dernier accès : 9 octobre 2023.
167. IRENA (2023). « Investment Needs of USD 35 trillion by 2030 for Successful Energy Transition », 28 mars. <https://www.irena.org/News/pressreleases/2023/Mar/Investment-Needs-of-USD-35-trillion-by-2030-for-Successful-Energy-Transition>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
168. AIE (2023). « SDG7 : Data and Projections ». <https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
169. Voir les données dans les profils des entreprises. Les entreprises qui n'ont pas divulgué les revenus de leurs patrons sont EDF Renouvelables et JinkoSolar, tandis que le patron de Tesla, Elon Musk, a reçu une rémunération sous forme d'actions de l'entreprise.
170. Sweeny, S., Treat, J., et Chavez, D. (2021). « Energy transition or energy expansion », 22 octobre. <https://www.tni.org/en/publication/energy-transition-or-energy-expansion>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
171. AIE (2022). « Renewables 2022 ». <https://iea.blob.core.windows.net/assets/ada7af90-e280-46c4-a577-df2e4fb44254/Renewables2022.pdf>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
172. AIE (2023). « Rapid progress of key clean energy technologies shows the new energy economy is emerging faster than many think ». <https://www.iea.org/news/rapid-progress-of-key-clean-energy-technologies-shows-the-new-energy-economy-is-emerging-faster-than-many-think>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
173. AIE (2023). « CO2 Emissions in 2023 », mars. <https://www.iea.org/reports/co2-emissions-in-2022>. Dernier accès : 9 octobre 2023.
174. Pour plus d'informations, voir : <https://www.macrotrends.net/>
175. Les GAAP et les IFRS sont des normes officielles en matière d'information financière, afin que les gouvernements et les investisseurs puissent disposer d'informations comparables et précises. GAAP est l'abréviation de "generally accepted accounting principles" (principes comptables généralement acceptés). Les IFRS sont les normes internationales d'information financière (<https://www.ifrs.org>). Les auditeurs sont tenus de certifier que leurs clients ont respecté les normes comptables locales. Les entreprises souhaitant attirer des investisseurs du monde entier, elles s'efforcent généralement de respecter les GAAP américains ou les normes IFRS. Toutefois, à des fins de relations publiques, certaines entreprises affirment souvent que les chiffres des GAAP ou des IFRS ne donnent pas une image fidèle de la situation, surtout si les normes locales sont différentes. C'est ce qu'a fait Vattenfall, par exemple, en utilisant un chiffre différent appelé « bénéfices sous-jacents ».
176. Pour plus d'informations, voir : <https://ycharts.com>

For over a century, energy multinationals have been wrecking the planet and exploiting people in pursuit of profit. Now, power producers and technology manufacturers are marketing themselves as 'green' to boost their reputation and benefit from public subsidies, grabbing lands, violating human rights and destroying communities along the way. Our investigation of fifteen 'green' multinationals conclusively shows that financial returns, not decarbonisation, is their primary business. 'Green' capital has taken over the energy transition, dictating its pace and blocking climate policies that hamper its profits. It is time to take on these greenwashing corporations and reclaim the entire energy sector through public ownership and democratic governance.

Download the full report and the 15 company profiles on
<https://www.tni.org/GreenMultinationals>

